

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 179

23 janvier 2015

SOMMAIRE

Actifarm S.A.	8558	ING (L) Patrimonial	8556
Admiral European Investment Co. I S.à r.l.	8549	Inter Epar S.A.	8546
Aim Capital Investment S.A.	8573	JAZ International S.à r.l.	8573
Akzent Invest Fonds	8560	JB Struktur	8559
Amigo Luxembourg S.A.	8558	Kapital Konzept	8560
Azure Invest S.A.	8591	LSREF3 Dutch Investments S.à r.l.	8546
Baskerville S.A.	8571	Lux Feel Good Coiffure du Monde	8546
BNP Paribas Plan	8549	Malu Enterprises SA.	8558
Caliorne 2 S.A.	8547	Mariposa Luxembourg II S.à.r.l.	8583
CAM	8560	Modasia Holding S.A.	8546
Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A.	8588	Ngam S.A.	8559
Caves St. Martin S.A.	8553	Ngam S.A.	8559
CLdN Lignes S.A.	8550	Olin Fund	8549
Cronos Fund	8560	Palladion Sicav	8592
Digitaria International S.A.	8553	Quantum Associates S.A.	8568
EDO Berlin Office S.à r.l.	8576	Reposting Services S.A.	8548
EDO Treptower S.à r.l.	8576	SAM - Strategic Solution Fund	8559
Flossbach von Storch SICAV	8548	Sinaf S.A.	8566
Flossbach von Storch SICAV	8550	Sunova S.A.	8547
frammas-Treuhand	8559	Taufin International S.A.	8564
GPI Fonds	8560	Teads	8561
Hallencia Holding-SPF	8571	Threadneedle Asset Management Hol- dings Sàrl	8553
iCON Master Holdings (EUR) S.à r.l.	8587	Vivere S.à r.l.	8551
ING (L)	8551	Vouster S.A.	8561
ING (L) FLEX	8554	Witberg S.A.	8547

Lux Feel Good Coiffure du Monde, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4725 Pétange, 38, rue Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 133.295.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208176/9.

(140232718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

LSREF3 Dutch Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romains.

R.C.S. Luxembourg B 191.119.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208222/10.

(140232966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Inter Epar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 158.223.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 février 2015 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015011762/1023/16.

Modasia Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.351.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 12 février 2015 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Report de la date de l'Assemblée au 12 février 2015,
2. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 octobre 2013,
3. Approbation des comptes annuels au 31 octobre 2013 et affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
5. Nominations statutaires,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2015004996/19.

Caliorne 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 160.639.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 9 février 2015 à 09.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015011764/1023/17.

Witberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 100.003.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société le 23 décembre 2014

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation de la société à la date du 23 décembre 2014;
- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège de la société pendant une période de cinq années, à partir de la date de publication de la clôture de liquidation de la société dans le Mémorial C, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

WITBERG S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014206602/18.

(140230338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Sunova S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 30.363.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social sis à L-1470 Luxembourg, route d'Esch, 7 en date du 13 février 2015 à 11 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2014 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 30 septembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2015011763/1004/19.

Reposting Services S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 125.385.

Messieurs, Mesdames les actionnaires sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

le 11 février 2015 à 11 heures à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. suppression des alinéas 3 et 4 de l'article 12 des statuts de la Société;
2. modification de l'article 13 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante: «La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.»;
3. révocation du mandat d'administrateur et d'administrateur délégué de la Société de Monsieur Daniel Bergaire;
4. nomination d'un nouvel administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Daniel Bergaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

I.G. INVESTMENTS S.A.

Le commissaire aux comptes

Référence de publication: 2015011040/22.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.073.

Die Aktionäre der Flossbach von Storch SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 11. Februar 2015 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. September 2014 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum 6. Februar 2015 vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Flossbach von Storch SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter der Fax-Nummer 00352/44903-4506 oder unter E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Januar 2015.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2015011757/755/30.

Admiral European Investment Co. I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 187.625.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé d'approuver le transfert du siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour Admiral European Investment Co. I S.à r.l.

Référence de publication: 2014205124/14.

(140229207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Olin Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 135.803.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208364/10.

(140232673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

BNP Paribas Plan, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 77.227.

—
The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Thursday, *February 19, 2015* at 10.00 a.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at October 31, 2014 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available at the Registered Office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - or by email to fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015011765/755/30.

CLdN Lignes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 73.465.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 16 décembre 2014

«The Board takes note of the resignations of Mr. Michel Cigrang and Mr. Kristof Wuytack dated 16 December 2014 from their position as directors of the Company. The Board of Directors decides not to replace these directors.

Traduction libre

«Le Conseil prend acte de la démission de Messieurs Michel Cigrang et Kristof Wuytack en date du 16 décembre 2014 de leur fonctions d'administrateurs de la société. Le Conseil d'administration décide de ne pas les remplacer.

Pour extrait conforme

Michel Jadot / Jozef Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014205385/16.

(140229796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.073.

—
Die Aktionäre der Flossbach von Storch SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *11. Februar 2015* um 11:30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Anpassung des Artikel 2 der Satzung
Der Sitz der SICAV wird von Strassen nach Luxembourg (6, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg) verlegt.
2. Artikel 10 der Satzung wird dahingehend angepasst, dass zukünftig ein Teilfonds der Investmentgesellschaft auch in einen anderen Luxemburger OGAW bzw. in einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW, der nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 aufgelegt wurde, verschmolzen werden kann.
3. Anpassung des Artikel 32 der Satzung
Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft Flossbach von Storch Invest S.A. wurde von Strassen nach Luxembourg (6, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg) verlegt.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Aktionäre die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 6. Februar 2015 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Flossbach von Storch SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015011758/755/36.

Vivere S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7651 Heffingen, 16A, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 146.207.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014206571/10.

(140229769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

ING (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 44.873.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held before notary at the registered office of the Company on *13 February 2015* at 3 p.m. Luxembourg time (the "Meeting") to consider and resolve upon the following agenda:

Agenda:

1. As from 7 April 2015 (hereinafter the "Effective Date"), change of the name of the Company from "ING (L)" to "NN (L)" in order to align with the rebranding of the other ING Investment Management investment entities.
2. As from the Effective Date, subsequent amendment to Article 1 - "Name and Form" of the articles of association of the Company (hereinafter the "Articles") so as to reflect the new name of the Company. Article 1 shall therefore read as follows:

"There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of NN (L) (hereinafter the "Company"). The Company shall be governed by the Law of seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investments, and by these articles of association."

3. As from the Effective Date, Article 8 - "Form of Shares" of the Articles shall be entirely reworded so as to comply with Luxembourg law of 28 July 2014 concerning the compulsory deposit and immobilisation of shares and units in bearer form (the "Law"). Consequently, Article 8 shall read as follows:

"Article 8: Form of Shares. The board of directors shall determine whether the Company shall issue bearer and/or registered shares, to the extent permitted by law and under the conditions specified in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide, at its entire discretion, whether or not to issue certificates in respect of registered shares, as specified in the sales documents of the Company. In case the board of directors has elected to issue no certificates, a shareholder shall receive, upon his request, a written confirmation of his shareholding. The share certificates, if issued, shall comply with the requirements set out under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

In case share certificates are issued, the board of directors may decide, at its entire discretion, to replace a share certificate which has been mislaid, mutilated or destroyed, as specified in the sales documents of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders, which shall be kept in compliance with applicable laws.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with all the information requested under applicable laws, including an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

At the entire discretion of the board of directors, bearer shares may be issued in book entry bearer form or immobilised form, as specified in the sales documents of the Company.

All immobilised bearer shares of the Company shall be registered in the bearer share register which shall be kept by the bearer shares depository in compliance with applicable laws, as further specified in the sales documents of the Company.

Ownership of bearer shares will be evidenced by the registration in the bearer share register. Upon written request by the shareholder concerned, the bearer shares depository may issue a written confirmation of the shares registered for such shareholder in the bearer share register.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.”

4. As from the Effective Date, amendment to Article 9 - “Classes of Shares” of the Articles so as to replace the third paragraph by the following:
“Within each class, there may be
- one or more capitalization share-types; and
- one or more distribution share-types.”
5. As from the Effective Date, amendment to Article 11 - “Redemption” of the Articles so as to re-arrange the allocation of costs in case of redemptions in kind. Consequently, the last sentence of Article 11 will be replaced as follows:
“Any costs resulting from such a redemption in kind are supported by the redeeming shareholders.”
6. As from the Effective Date, amendment to Article 13 - “Limitations on the Ownership of Shares” so as to replace letter b) third indent of the procedure as follows:
“3. payment of the purchase price will be made to the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender, where applicable, of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice together with the unmatured coupons. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owners thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender, where applicable, of the share certificate(s) and the unmatured coupons, if issued, as aforesaid;”
7. As from the Effective Date, amendment to Article 22 - “Delegation of Power” so as to remove the last paragraph as follows:
“In the event that no entity within the ING Group would be in a position to control the management of the Company, the Company shall change its name forthwith at the request of ING Luxembourg to a name not resembling the one specified in article 1 hereof.”
8. As from the Effective Date, removal of Article 24 - “Indemnification” from the Articles.
9. As from the Effective Date, subsequent renumbering of articles 25 to 33 of the Articles and update of the relevant cross-references in the Articles.
10. As from the Effective Date, amendment to the former Article 29 - “Distributions” (to be renumbered 28) of the Articles so as to comply with the Law. The third paragraph shall now read as follows:
“Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of immobilised bearer shares shall be made to the bearer shares depository for the benefit of the shareholder, as further specified in the sales documents of the Company.”

The Meeting will validly deliberate on the agenda only if at least 50% of the issued share capital of the Company is present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened. The second Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case they cannot attend the meeting, they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than 6 February 2015 5 p.m. Luxembourg time by fax (fax number + 352 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

The Board of Directors of the Company.

Digitaria International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 173.326.

M. Federico Masier a changé adresse à 43, Rue Siggy vu Letzebuerg, L-1933 Luxembourg avec date d'effet 26 juin 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23/12/2014.

Référence de publication: 2014206844/10.

(140231599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Threadneedle Asset Management Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.975.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206471/10.

(140229622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Caves St. Martin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5570 Remich, 53, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 5.220.

Nous avons l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les actionnaires de notre société à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu mercredi le 11 février 2015 à 12.00 heures 3, route de Luxembourg à L-6130 Junglinster, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social d'un montant de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000) pour le porter de son montant actuel d'un million d'euros (EUR 1.000.000) à un montant de sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000) par annulation de mille (1.000) actions propres sans valeur nominale, détenues par la société.
2. Annulation de mille (1.000) actions propres.
3. Augmentation du capital social d'un montant de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000) pour le porter de son montant actuel de sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000) à un million d'euros (EUR 1.000.000) par incorporation au capital de réserves à due concurrence, sans émission d'actions nouvelles.
4. Modification de l'art. 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Art. 6. Le capital social est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000) représenté par trois mille (3.000) actions, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.»
5. Conversion des actions au porteur en titres nominatifs et modification de l'art. 7 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Art. 7. Les actions de la société sont nominatives.»
6. Pouvoir donné au conseil d'administration en vue de constituer le registre des actions nominatives de la Société.
7. Changement du mode d'écriture de la raison sociale et modification de l'art.1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des titres ci-après créés, une société anonyme sous la raison sociale de «Caves St Martin, Remich.»»
8. Modification de l'art. 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Art. 4. La société a pour objet l'exploitation de vignobles, l'élaboration de vins, de vins mousseux et crémants, la fabrication d'alcools, de liqueurs et de jus de fruits, l'import, l'export et le commerce de boissons ainsi que de leurs sous-produits, l'exploitation d'un établissement d'hébergement et de restauration, l'exploitation d'une galerie d'art, l'organisation de manifestations gastronomiques et culturelles ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, qui s'y rattachent directement ou indirectement. Elle peut s'intéresser par voie de création, de participation ou de fusion dans les entreprises de même nature ou se rapportant à son objet, soit au Grand-Duché, soit à l'étranger.»
9. Modification de l'art. 19 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 19. Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration. Les convocations indiquent les lieu, jour et heure de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour. Des lettres missives sont adressées huit jours avant les assemblées générales aux actionnaires en nom.»

10. Modification de l'art. 23 alinéa 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 23. alinéa 2. Il est tenu annuellement au siège social, le troisième mardi du mois de juin, à onze heures du matin, une assemblée générale dans laquelle l'inventaire, les comptes annuels et les rapports du conseil d'administration et des commissaires sont soumis à l'examen et à l'approbation des actionnaires. Dans le cas où le troisième mardi du mois de juin coïncide avec un jour férié, l'assemblée générale sera reportée au lendemain.»

11. Suppression de l'art. 22 des statuts.

12. Renumérotation des articles 23 et suivants.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 22 des statuts et de déposer leurs titres au plus tard dans la journée du 4 février 2015, soit au siège social à Remich, soit à la BGL BNP Paribas à Luxembourg.

Les procurations devront être déposées au siège social au plus tard le 6 février 2015.

Remich, le 20 janvier 2015.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2015011754/53.

ING (L) FLEX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 41.873.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held before notary at the registered office of the Company on *13 February 2015* at 3 p.m. Luxembourg time (the "Meeting") to consider and resolve upon the following agenda:

Agenda:

1. As from 7 April 2015 (hereinafter the "Effective Date"), change of the name of the Company from "ING (L) Flex" to "NN (L) Flex" in order to align with the rebranding of the other ING Investment Management investment entities.
2. As from the Effective Date, subsequent amendment to article 1 - "Name" of the articles of association of the Company (hereinafter the "Articles") so as to reflect the new name of the Company. Article 1 shall read as follows: "There shall exist between the subscribers and all those who shall become shareholders a Company in the form of a Limited Company under the regime of an Investment Company with Variable Share Capital (SICAV) raising capital from the public, with the name of NN (L) Flex. The Company shall be governed by the Law of seventeenth December two thousand and ten (the "2010 Law") relating to undertakings for collective investments, and by these articles of association."

3. As from the Effective Date, amendment to article 7 - "Form of Shares" of the Articles shall be entirely reworded so as to comply with Luxembourg law of 28 July 2014 concerning the compulsory deposit and immobilisation of shares and units in bearer form. Consequently, article 7 of the Articles shall read as follows: "Article 7: Form of Shares. The board of directors shall determine whether the Company shall issue bearer and/or registered shares to the extent permitted by law and under the conditions specified in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide, at its entire discretion, whether or not to issue certificates in respect of registered shares, as specified in the sales documents of the Company. In case the board of directors has elected to issue no certificates, a shareholder shall receive, upon his request, a written confirmation of his shareholding. The share certificates, if issued, shall comply with the requirements set out under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

In case share certificates are issued, the board of directors may decide, at its entire discretion, to replace a share certificate which has been mislaid, mutilated or destroyed, as specified in the sales documents of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders, which shall be kept in compliance with applicable laws.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with all the information requested under applicable laws, including an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time,

change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

At the entire discretion of the board of directors, bearer shares may be issued in book entry bearer form or immobilised form, as specified in the sales documents of the Company.

All immobilised bearer shares of the Company shall be registered in the bearer share register which shall be kept by the bearer shares depositary in compliance with applicable laws, as further specified in the sales documents of the Company.

Ownership of bearer shares will be evidenced by the registration in the bearer share register. Upon written request by the shareholder concerned, the bearer shares depositary may issue a written confirmation of the shares registered for such shareholder in the bearer share register.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.”

4. As from the Effective Date, amendment to article 10 - “Redemption of Shares” of the Articles so as to add clarity with regard to the pro-rata rules and priority in case of redemption and conversion applications exceeding a percentage of the total value of a sub-fund on a Valuation Day as defined in the prospectus of the Company. The amended seventh paragraph of article 10 shall now read as follows:

“If redemption and conversion (with reference to their redemption proportion) applications exceed a specific percentage of the total value of a Sub-Fund on a Valuation Day as defined in the prospectus of the Company, the Company’s Board of Directors may decide to (1) suspend all the redemption and conversion applications until adequate liquidity has been generated to serve these applications or (2) execute pro-rata the redemption and conversion applications up to an amount that equals the specific percentage and defer the redemption and conversion applications that exceed the specific percentage to the next valuation date and, if necessary, next valuation dates, until such applications have been satisfied in full. On such deferred valuation dates the unsatisfied balance of these redemption and conversion applications shall be met in priority to later requests.”
5. As from the Effective Date, amendment to article 12 - “Termination and amalgamation of compartments or classes of shares” of the Articles so as to comply with applicable laws. The first paragraph of article 12 shall now read as follows:

“If the value of the assets of a compartment or any class of shares within a compartment has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level needed for such compartment or class of shares to operate in an economically efficient manner, or in the event of a substantial change in the political, economic or monetary situation, or in the framework of an economic restructuring, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant compartment or class of shares at the Net Asset Value per share (taking into account the sale prices of investments and expenses relating thereto) calculated on the Valuation Day on which such decision takes effect. In accordance with the Law the Company must inform the (registered) Shareholders in writing of the reasons and the redemption procedure before the compulsory redemption enters into force. If decision is made to liquidate a compartment or a class of shares, such notice will be released through registered letter and/or publication in at least one daily Luxembourgish newspaper. Unless decided in the interest of, or in order to ensure equal treatment between Shareholders, the Shareholders of the compartment or the class of shares concerned may continue to request the redemption or conversion of their Shares free of charge (but taking into account the sale prices of investments and expenses relating thereto) prior the effective date of the compulsory redemption. The issue of Shares will be suspended as soon as the decision is taken to liquidate a compartment or a class of shares.”
6. As from the Effective Date, amendment to article 13 - “Limitations on the Ownership of Shares” so as to replace the third indent of the procedure as follows:

“3. the payment of the redemption price shall be made to the owner of these shares and shall be deposited by the Company with a bank, in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice), for payment to the shareholder in question against delivery, where applicable, of the certificate(s) representing the shares indicated in the redemption notice together with the unmatured coupons. As from the deposit of the price under these conditions, any person interested in the shares mentioned in the redemption notice may not assert any rights over these shares, nor take any action against the Company and its assets, excepting the right of a shareholder, appearing to be the owner of shares, to receive the price deposited (without interest) at the bank against delivery, where applicable, of the certificate(s) and the unmatured coupons;”
7. As from the Effective Date, removal of article 30 - “Indemnity” from the Articles.
8. As from the Effective Date, amendment to the former article 34 - “Distributions” (to be renumbered 33) of the Articles so as to comply with the Law. The third paragraph shall now read as follows:

“Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of immobilised bearer shares shall be made to

the bearer shares depositary for the benefit of the shareholder, as further specified in the sales documents of the Company.”

9. As from the Effective Date, creation of a new section 9. “Miscellaneous” to the Articles and creation of a new article 36 - “Depositary Bank”. This paragraph will read as follows:

“To the extent required by law, the Company shall enter into a depositary bank agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April, 1993 on the financial sector, as amended and in compliance with the conditions set forth by the Law of 12 July 2013.

The depositary bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the Law of 12 July 2013.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements of the Law of 12 July 2013, the depositary may discharge itself of its liability under the conditions set out in the Law of 12 July 2013.”

10. As from the Effective Date, subsequent renumbering of articles 30 to 35 of the Articles.

The Meeting will validly deliberate on the agenda only if at least 50% of the issued share capital of the Company is present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened. The second Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case they cannot attend the meeting, they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than 6 February 2015 5 p.m. Luxembourg time by fax (fax number + 352 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2015011760/755/130.

ING (L) Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 24.401.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held before notary at the registered office of the Company on 13 February 2015 at 3 p.m. Luxembourg time (the “Meeting”) to consider and resolve upon the following agenda:

Agenda:

1. As from 7 April 2015 (hereinafter the “Effective Date”), change of the name of the Company from “ING (L) Patrimonial” to “NN (L) Patrimonial” in order to align with the rebranding of the other ING Investment Management investment entities.
2. As from the Effective Date, subsequent amendment to article 1 - “Name and Form” of the articles of association of the Company (hereinafter the “Articles”) so as to reflect the new name of the Company. Article 1 shall therefore read as follows:
 “There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company (“société anonyme”) qualifying as an investment company with variable share capital (“société d’investissement à capital variable”) under the name of “NN (L) Patrimonial” (hereinafter the “Company”). The Company shall be governed by part I of the law of the seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investments, and by these articles of association.”
3. As from the Effective Date, amendment to article 8 - “Form of Shares” of the Articles shall be entirely reworded so as to comply with Luxembourg law of 28 July 2014 concerning the compulsory deposit and immobilisation of shares and units in bearer form (the “Law”). Consequently, Article 8 shall read as follows:
 “Art. 8. - FORM OF SHARES - The board of directors shall determine whether the Company shall issue bearer and/or registered shares, to the extent permitted by law and under the conditions specified in the sales documents of the Company.
 The board of directors may decide, at its entire discretion, whether or not to issue certificates in respect of registered shares, as specified in the sales documents of the Company. In case the board of directors has elected to issue no certificates, a shareholder shall receive, upon his request, a written confirmation of his shareholding. The share certificates, if issued, shall comply with the requirements set out under the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

In case share certificates are issued, the board of directors may decide, at its entire discretion, to replace a share certificate which has been mislaid, mutilated or destroyed, as specified in the sales documents of the Company. All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept in compliance with applicable laws.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with all the information requested under applicable laws, including an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

At the entire discretion of the board of directors, bearer shares may be issued in book entry bearer form or immobilised form, as specified in the sales documents of the Company.

All immobilised bearer shares of the Company shall be registered in the bearer share register which shall be kept by the bearer shares depositary in compliance with applicable laws, as further specified in the sales documents of the Company.

Ownership of bearer shares will be evidenced by the registration in the bearer share register. Upon written request by the shareholder concerned, the bearer shares depositary may issue a written confirmation of the shares registered for such shareholder in the bearer share register.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis."

4. As from the Effective Date, amendment to Article 9 - "Classes of Shares" of the Articles so as to replace the third paragraph by the following:
"Within each class, there may be:
 - one or more capitalization share-types; and
 - one or more distribution share-types."
5. As from the Effective Date, amendment to Article 13 - "Limitations on the Ownership of Shares" so as to replace the third indent of the procedure as follows:
"3. payment of the redemption price will be made to the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender, where applicable, of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice together with the unmatured coupons. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender, where applicable, of the share certificate(s) and the unmatured coupons if issued, as aforesaid;"
6. As from the Effective Date, amendment to Article 22 - "Delegation of Power" so as to remove the last paragraph:
"In the event that no entity within the ING Group would be in a position to control the management of the Company, the Company shall change its name forthwith at the request of ING Luxembourg, to a name not resembling the one specified in article 1 hereof."
7. As from the Effective Date, removal of article 24 - "Indemnification" from the Articles.
8. As from the Effective Date, subsequent renumbering of articles 25 to 33 of the Articles and update of the relevant cross-references in the Articles.
9. As from the Effective Date, amendment to the former article 29 - "Distributions" (to be renumbered 28) of the Articles so as to comply with the Law. The third paragraph shall now read as follows:
"Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of immobilised bearer shares shall be made to the bearer shares depositary for the benefit of the shareholder, as further specified in the sales documents of the Company."

The Meeting will validly deliberate on the agenda only if at least 50% of the issued share capital of the Company is present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened. The second Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case they cannot attend the meeting, they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than 6 February 2015 5 p.m. Luxembourg time by fax (fax number + 352 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2015011761/755/102.

Malu Enterprises SA., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 9, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 67.846.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 19 décembre 2014:

L'assemblée générale décide à l'unanimité de transférer avec effet immédiat le siège social de la société de L-2538 Luxembourg 1, Rue Nicolas Simmer à L-1260 Luxembourg 9, Rue de Bonnevoie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

MALU ENTERPRISES S.A.

Référence de publication: 2014205988/13.

(140229612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Actifarm S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 26.880.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 4 décembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a nommé Maître Yann Baden, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, liquidateur de la société Actifarm s.a. dont le siège social 11, rue Aldringen, a été dénoncé en date du 21 février 2002, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 26880, en remplacement de Maître Xavier Bettel, liquidateur nommé suivant jugement de mise en liquidation du 21 février 2002.

Pour extrait conforme

Me Yann Baden

Le liquidateur

Référence de publication: 2014205179/15.

(140230605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Amigo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 146.988.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire en date du 19 décembre 2014 à 14h00, les actionnaires de AMIGO Luxembourg S.A. ont décidé la clôture de la liquidation de la Société et ont désigné l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans au moins au 14, avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AMIGO Luxembourg S.A.

Simone RETTER

Liquidateur

Référence de publication: 2014205143/17.

(140229771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Ngam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 115.843.

Le règlement de gestion de NATIXIS LOOMIS SAYLES SENIOR LOAN FUND coordonné au 23 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015009161/10.

(150009558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Ngam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 115.843.

L'acte modificatif au règlement de gestion de NATIXIS LOOMIES SAYLES SENIOR LOAN FUND au 23 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015009162/10.

(150009559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

JB Struktur, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de JB Struktur coordonné au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014..

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014191194/11.

(140212637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

framass-Treuhand, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de framass-Treuhand modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014196009/11.

(140219229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

SAM - Strategic Solution Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de SAM – Strategic Solution Fund modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014..

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014196011/11.

(140219231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Cronos Fund, Fonds Commun de Placement.

Fonds Commun de Placement à compartiments multiples soumis à la Partie II de la loi du 17 décembre 2010

Le fonds CRONOS FUND avec son compartiment unique CRONOS FUND - CRONOS INTERNATIONAL BONDS FUND a été absorbé avec effet au 31 décembre 2014 par le fonds CRONOS FINANCE FUND.

Tous les documents du Fonds seront conservés pour une durée d'au moins cinq ans à l'adresse de la société de gestion, à savoir 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

GERIFONDS (Luxembourg) SA

Référence de publication: 2015011756/755/10.

CAM, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de CAM modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014196812/11.

(140219974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Akzent Invest Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de AKZENT Invest Fonds modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014..

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014200260/11.

(140224213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Kapital Konzept, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Kapital Konzept modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014200261/11.

(140224214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

GPI Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de GPI Fonds modifié au 1. janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, décembre 2014.

IPConcept (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2014205769/11.

(140228998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Vouster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 83.275.

Par la présente, nous vous informons de notre décision de démissionner en tant que délégué à la gestion journalière de votre société avec effet ce jour.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

BPH FINANCE S.A.

Référence de publication: 2014207479/11.

(140231326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Teads, Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 113.995.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of December,
before Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mrs Arlette Siebenaler, private employee, residing professionally in Luxembourg,

acting as representative of the board of directors of TEADS (the "Company"), a société anonyme having its registered office at Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 113.995, incorporated by deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 20 January 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 878 of 4 May 2006, whose articles of association have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary of the 14th October 2014,

pursuant to the power granted to her pursuant to the written resolutions by the board of directors of the Company on the issue of shares within the authorised capital (the "Decision"), a copy of which, after having been initialled in variatur by the appearing party and the undersigned notary, shall be registered together with the present deed.

The appearing party requested the notary to record his declarations as follows:

(I) Articles 5.2, 5.3 and 5.4 of the articles of association of the Company provide as follows:

“ **5.2.** The authorised capital of the Company is set at four million eight hundred seventy thousand two hundred fifty euros (EUR 4,870,250) which shall be represented by:

- One hundred seventy-one thousand nine hundred seventy-seven (171,977) Class A Ordinary Shares;
- Thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares;
- five thousand two hundred and thirty-five (5,235) Class A Preference Shares (of any sub-class); and
- four thousand five hundred (4,500) Class B Preference Shares (of any sub-class),
each having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25).

5.3. The board of directors may, until the fifth anniversary of the publication of the deed of the extraordinary general meeting of the shareholders held on 29 April 2014, increase the share capital by the issue of new shares once or in several tranches within the authorised capital within the limits mentioned above. Such increases of capital may be issued with or without share premium, to be paid up in cash, in kind or by settlement of actual, liquid and immediately payable claims vis-à-vis the Company, as well as by incorporation of profits carried forward, available reserves or share premiums (it being understood that in the latter case, the increase of capital will be realised without issue of new shares).

5.4. The board of directors is specifically authorised to proceed with such issues without granting any preferential subscription right to the existing shareholders on the shares to be issued.”

(II) On the basis of the powers granted to the board of directors of the Company as set out under (I) above, the Company issued 4,384 (four thousand three hundred and eighty-four) fully paid new Class B1 Preference Shares with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each for an aggregate subscription price of EUR 1,199,988.48 (one million one hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty-eight euros forty-eight cents), following the conversion requests addressed by Plenus II, Limited Partnership, Plenus II (D.C.M.), Limited Partnership, Plenus III, Limited Partnership, Plenus III (D.C.M.), Limited Partnership, Plenus III(2), Limited Partnership, and Plenus III (C.I.), L.P. with respect to the exercise of one (1) warrant issued by the Company on December, 18, 2012 for an exercise price of EUR 273.72 (two hundred and seventy-three euros and seventy-two cents) per share, for a total subscription price of EUR 1,199,988.48 (one million one hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty-eight euros forty-eight cents) fully paid in cash.

Evidence of the subscription and of the payment to the Company of the subscription price of EUR 1,199,988.48 (one million one hundred ninety-nine thousand nine hundred eighty-eight euros forty-eight cents) has been shown to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

(III) As a consequence of the above, the issued share capital of the Company has been increased by an amount of EUR 109,600 (one hundred and nine thousand six hundred euros) from EUR 10,725,225 (ten million seven hundred and twenty-five thousand two hundred and twenty-five euros) to EUR 10,834,825 (ten million eight hundred and thirty-four thousand eight hundred and twenty-five euros).

(IV) As a result of the above, article 5.1 and article 5.2 of the articles of association of the Company are amended so as to read as follows:

“ **5.1.** The issued share capital of the Company is set at EUR 10,834,825 (ten million eight hundred and thirty-four thousand eight hundred and twenty-five euros) represented by:

- Two hundred ninety-one thousand three hundred thirty-six (291,336) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) divided into (x) two hundred sixty-two thousand eight hundred ninety-five (262,895) class A ordinary shares (the “Class A Ordinary Shares”) and (y) twenty-eight thousand four hundred forty-one (28,441) class C ordinary shares (the “Class C Ordinary Shares”);

- One hundred forty-two thousand fifty-seven (142,057) preference shares (the “Preference Shares”) divided into (x) sixty-two thousand three hundred and twenty (62,320) class A preference shares (the “Class A Preference Shares”), themselves divided into (a) forty-six thousand seventy (46,070) class A1 preference shares (the “Class A1 Preference Shares”) and (b) sixteen thousand two hundred fifty (16,250) class A2 preference shares (the “Class A2 Preference Shares”), (y) fifty-nine thousand two hundred and two (59,202) class B preference shares (the “Class B Preference Shares”) themselves divided into (a) forty thousand nine hundred seventeen (40,917) class B1 preference shares (the “Class B1 Preference Shares”) and (b) eighteen thousand two hundred eighty-five (18,285) class B2 preference shares (the “Class B2 Preference Shares”); and (z) twenty thousand five hundred thirty-five (20,535) class C preference shares (the “Class C Preference Shares”), each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25).

5.2. The authorized capital of the Company is set at four million seven hundred sixty thousand six hundred fifty Euro (EUR 4,760,650) which shall be represented by:

- One hundred seventy-one thousand nine hundred seventy-seven (171,977) Class A Ordinary Shares;
 - Thirteen thousand ninety-eight (13,098) Class C Ordinary Shares;
 - Five thousand two hundred and thirty-five (5,235) Class A Preference Shares (of any series); and
 - One hundred and sixteen (116) Class B Preference Shares (of any series);
- each having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25).”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above are estimated at EUR 3,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Done in Luxembourg, on the day beforementioned.

After reading these minutes, the representative of the board of directors signed together with the notary the present deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour du mois de décembre,
par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, agissant en tant que représentant du conseil d'administration de Teads (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social à Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113.995, constituée suivant acte reçu de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 20 janvier 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 878 du 4 mai 2006 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 14 octobre 2014,

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré en vertu des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société relatives à l'émission d'actions dans les limites du capital autorisé (la «Décision»), une copie de laquelle, après avoir été paraphée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, sera enregistrée ensemble avec le présent acte.

La partie comparante a requis le notaire de prendre acte de ses déclarations comme suit:

(I) Les articles 5.2, 5.3 et 5.4. des statuts de la Société prévoient ce qui suit:

« **5.2.** Le capital autorisé de la Société est fixé à quatre millions huit cent soixante-dix mille deux cent cinquante euros (4.870.250 EUR) qui sera représenté par:

- cent soixante et onze mille neuf cent soixante-dix-sept (171.977) Actions Ordinaires de Classe A;
- treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C;
- cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) Actions Préférentielles de Classe A (de quelque sous-classe que ce soit); et
- quatre mille cinq cents (4.500) Actions Préférentielles de Classe B (de quelque sous-classe que ce soit), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

5.3. Le conseil d'administration peut, jusqu'au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 29 avril 2014, augmenter le capital social par l'émission de nouvelles actions en une ou plusieurs fois dans les limites du capital autorisé et ce, dans les limites mentionnées ci-dessus. Ces augmentations de capital peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par règlement de créances réelles, liquides et immédiatement exigibles envers la Société, ainsi que par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission (étant entendu que dans le dernier cas, l'augmentation de capital s'opèrera sans émission de nouvelles actions).

5.4. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans donner de droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants sur les actions à émettre.»

(II) Sur base des pouvoirs conférés au conseil d'administration de la Société mentionnés au point (I) ci-dessus, la Société a émis 4.384 (quatre mille trois cent quatre-vingt-quatre) actions préférentielles de classe B1 entièrement libérées d'une valeur nominale de EUR 25.- (vingt-cinq euros) (les «Actions Nouvelles») pour un prix de souscription total de EUR 1.199.988,48 (un million cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit cents) (le «Prix de Souscription»), à la suite des demandes de conversion adressées par Plenus II, Limited Partnership, Plenus II (D.C.M.), Limited Partnership, Plenus III, Limited Partnership, Plenus III (D.C.M.), Limited Partnership, Plenus III(2), Limited Partnership, and Plenus III (C.I.), L.P., dans le cadre de l'exercice de warrants émis par la Société le 18 décembre 2012, pour un prix de EUR 273.72 (deux cent soixante-treize euros et soixante-douze cents) par action, pour un prix de souscription total de EUR 1,199,988.48 (un million cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros quarante-huit cents) intégralement payé en numéraire.

Preuve de la souscription et du paiement à la Société du Prix de Souscription de EUR 1,199,988.48 (un million cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros quarante-huit cents) a été montrée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

(III) En conséquence de ce qui précède, le capital social émis de la Société a été augmenté à concurrence de EUR 109.600.- (cent neuf mille six cents euros) pour être porté de son montant actuel de EUR 10.725.225 (dix millions sept cent vingt-cinq mille deux cent vingt-cinq euros) à EUR 10.834.825.- (dix millions huit cent trente-quatre mille huit cent vingt-cinq euros).

(IV) Il résulte de ce qui précède que l'article 5.1 et l'article 5.2 des statuts de la Société sont modifiés pour avoir la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social émis de la Société est fixé à EUR 10.834.825.- (dix millions huit cent trente-quatre mille huit cent vingt-cinq euros), représenté par:

- deux cent quatre-vingt-onze mille trois cent trente-six (291.336) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires») divisées en deux cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-quinze (262.895) actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A») et (y) vingt-huit mille quatre cent quarante et une (28.441) actions ordinaires de classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C»);
- cent quarante-deux mille cinquante-sept (142.057) actions préférentielles (les «Actions Préférentielles») divisées en (x) soixante-deux mille trois cent vingt (62.320) actions préférentielles de classe A (les «Actions Préférentielles de Classe A»), elles-mêmes divisées en (a) quarante-six mille soixante-dix (46.070) actions préférentielles de classe A1 (les «Actions Préférentielles de Classe A1») et (b) seize mille deux cent cinquante (16.250) actions préférentielles de classe A2 (les «Actions Préférentielles de Classe A2»), (y) cinquante-neuf mille deux cent deux (59.202) actions préférentielles de classe B (les «Actions Préférentielles de Classe B»), elles-mêmes divisées en (a) quarante-mille neuf cent dix-sept (40.917) actions préférentielles de classe B1 (les «Actions Préférentielles de Classe B1») et (b) dix-huit mille deux cent quatre-vingt-cinq (18.285) actions préférentielles de classe B2 (les «Actions Préférentielles de Classe B2»), et (z) vingt mille cinq cent trente-cinq (20.535) actions préférentielles de classe C (les «Actions Préférentielles de Classe C»), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.

5.2. Le capital autorisé de la Société est fixé à quatre millions sept cent soixante mille six cent cinquante euros (4.760.650.- EUR) qui sera représenté par:

- cent soixante et onze mille neuf cent soixante-dix-sept (171.977) Actions Ordinaires de Classe A;
- treize mille quatre-vingt-dix-huit (13.098) Actions Ordinaires de Classe C;
- cinq mille deux cent trente-cinq (5.235) Actions Préférentielles de Classe A (de quelque sous-classe que ce soit); et

- cent seize (116) Actions Préférentielles de Classe B (de quelque sous-classe que ce soit), d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune.»

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 3.000.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le représentant du conseil d'administration a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63676. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 janvier 2015.

Référence de publication: 2015006799/174.

(150006520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

Taufin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 52.951.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de TAUFIN INTERNATIONAL S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (la "Société"), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "RCSL") sous le numéro B 52.951, constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 novembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") numéro 38 du 20 janvier 1996.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises dont la dernière fois par un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2010, publié au Mémorial C numéro 946 du 10 mai 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Chantal KEEREMAN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Candice WISER, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que l'actionnaire représenté à l'assemblée et le nombre d'actions détenues par lui sont renseignés sur une liste de présence, signée par le mandataire, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que la procuration, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de la liste de présence que les cent quatre-vingt-dix-sept mille (197.000) actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire a été informé avant l'assemblée.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Approbation de la scission par absorption sans liquidation de ESSETI S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.945 (la «Société Scindée») par ses propres actionnaires que sont SINAF S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.824 (la «Société Bénéficiaire 1») et la Société (la «Société Bénéficiaire 2» et ensemble avec la Société Bénéficiaire 1, les «Sociétés Bénéficiaires») (la «Scission») conformément au projet commun de scission.

2. Constatation de la renonciation par tous les actionnaires des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée de recevoir un rapport écrit détaillé du conseil d'administration prévu à l'article 293 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «LSC») et du rapport écrit de l'expert indépendant visé à l'article 294 de la LSC ainsi qu'à l'information à fournir par le conseil d'administration de la Société Scindée prévue à l'article 293 (3) de la LSC.

3. Prise d'effet de la Scission.

IV.- Les dispositions de la LSC relatives aux scissions ont été respectées comme suit:

1. Le projet commun de scission tel qu'établi par le conseil d'administration respectif de la Société, de la Société Bénéficiaire 1 et de la Société Scindée et tel que signé le 12 novembre 2014 par devant le notaire instrumentant, a été publié au Mémorial C numéro 3602 le 28 novembre 2014, soit au moins un (1) mois avant la date de la présente assemblée.

2. Conformément à l'article 296 (1) de la LSC, tous les actionnaires des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée ont renoncé au droit de recevoir un rapport écrit détaillé du conseil d'administration prévu à l'article 293 (1) de la LSC, et au rapport écrit de l'expert indépendant visé à l'article 294 de la LSC ainsi qu'à l'information à fournir par le conseil d'administration de la Société Scindée prévue à l'article 293 (3) de la LSC.

3. Les Sociétés Bénéficiaires, étant les seuls actionnaires de la Société Scindée et ne procédant pas à une augmentation de capital et à l'émission d'actions nouvelles, un rapport d'évaluation établi sur base de l'article 26-1 de la LSC n'est pas requis.

4. Les documents exigés par l'article 295 et l'article 306 de la LSC, ont été déposés au siège social respectif des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée, en vue de leur consultation par les actionnaires, au moins un (1) mois avant la date de cet acte. Une attestation de la Société et une attestation de la Société Scindée certifiant la disponibilité de ces documents, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

5. Conformément à l'article 306 de la LSC, les Sociétés Bénéficiaires détenant ensemble la totalité des actions de la Société Scindée et les conditions énoncées à l'article 306 de la LSC étant remplies, l'approbation de la Scission par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Scindée n'est pas requise.

V.- Par conséquent, l'assemblée générale a décidé à l'unanimité ce qui suit:

Première résolution

L'assemblée, après avoir revu le projet commun de scission daté du 12 novembre 2014, a décidé d'approuver la Scission telle qu'envisagée par le projet commun de scission.

L'assemblée, après avoir revu le projet commun de scission documenté dans l'acte du notaire instrumentant en date du 12 novembre 2014, acte publié au Mémorial C numéro 3602 le 28 novembre 2014, a décidé d'approuver la scission par absorption sans liquidation de ESSETI S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.945 (la «Société Scindée») par ses propres actionnaires que sont SINAF S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.824 (la «Société Bénéficiaire 1») et la Société (la «Société Bénéficiaire 2») et ensemble avec la Société Bénéficiaire 1, les «Sociétés Bénéficiaires») (la «Scission»), telle qu'envisagée par le projet commun de scission établi et publié, y compris l'apport et la répartition des éléments actifs et passifs du patrimoine total de la Société Scindée.

Deuxième résolution

L'assemblée a pris acte de la renonciation par tous les actionnaires des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée à l'exigence de recevoir un rapport écrit détaillé du conseil d'administration prévu à l'article 293 (1) de la LSC et au rapport écrit de l'expert indépendant visé à l'article 294 de la LSC ainsi qu'à l'information à fournir par le conseil d'administration de la Société Scindée prévue à l'article 293 (3) de la LSC.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'acter que la Scission prendra effet entre la Société, la Société Bénéficiaire 1 et la Société Scindée à la date de cet acte et vis-à-vis des tiers à la date de publication dans le Mémorial C, du présent acte notarié approuvant la Scission.

L'assemblée a constaté encore la dissolution sans liquidation de la Société Scindée suite à la réalisation de la Scission suivant les modalités décrites dans le projet commun de scission.

L'assemblée, ayant constaté la dissolution sans liquidation de la Société Scindée, a décidé d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société Scindée pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Les documents sociaux de la Société Scindée seront conservés pendant le délai légal à l'ancien siège de la Société Scindée.

Déclaration

Conformément à l'Article 300 (2) de la LSC, le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité, en droit luxembourgeois, des actes et formalités incombant à la Société en vue de la réalisation de la Scission.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, est évalué à la somme de EUR 1.100,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et mandataires comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. KEEREMAN, E. DUBLET, C. WISER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64355. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015009342/110.

(150009708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Sinaf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 40.824.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SINAF S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (la "Société"), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "RCSL") sous le numéro B 40.824, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 juillet 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") numéro 363 du 25 août 1993.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises dont la dernière fois par un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 14 novembre 2011, publié au Mémorial C numéro 3144 du 21 décembre 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Chantal KEEREMAN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Candice WISER, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que l'actionnaire représenté à l'assemblée et le nombre d'actions détenues par lui sont renseignés sur une liste de présence, signée par le mandataire, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que la procuration, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de la liste de présence que les trois cent soixante-dix-sept mille deux cent vingt-cinq (377.225) actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire a été informé avant l'assemblée.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Approbation de la scission par absorption sans liquidation de ESSETI S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.945 (la «Société Scindée») par ses propres actionnaires que sont la Société (la «Société Bénéficiaire 1») et TAUFIN INTERNATIONAL S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du

Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.951 (la «Société Bénéficiaire 2») et ensemble avec la Société Bénéficiaire 1, les «Sociétés Bénéficiaires») (la «Scission») conformément au projet commun de scission.

2. Constatation de la renonciation par tous les actionnaires des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée de recevoir un rapport écrit détaillé du conseil d'administration prévu à l'article 293 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «LSC») et du rapport écrit de l'expert indépendant visé à l'article 294 de la LSC ainsi qu'à l'information à fournir par le conseil d'administration de la Société Scindée prévue à l'article 293 (3) de la LSC.

3. Prise d'effet de la Scission.

IV.- Les dispositions de la LSC relatives aux scissions ont été respectées comme suit:

1. Le projet commun de scission tel qu'établi par le conseil d'administration respectif de la Société, de la Société Bénéficiaire 2 et de la Société Scindée et tel que signé le 12 novembre 2014 par devant le notaire instrumentant, a été publié au Mémorial C numéro 3602 le 28 novembre 2014, soit au moins un (1) mois avant la date de la présente assemblée.

2. Conformément à l'article 296 (1) de la LSC, tous les actionnaires des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée ont renoncé au droit de recevoir un rapport écrit détaillé du conseil d'administration prévu à l'article 293 (1) de la LSC, et au rapport écrit de l'expert indépendant visé à l'article 294 de la LSC ainsi qu'à l'information à fournir par le conseil d'administration de la Société Scindée prévue à l'article 293 (3) de la LSC.

3. Les Sociétés Bénéficiaires, étant les seuls actionnaires de la Société Scindée et ne procédant pas à une augmentation de capital et à l'émission d'actions nouvelles, un rapport d'évaluation établi sur base de l'article 26-1 de la LSC n'est pas requis.

4. Les documents exigés par l'article 295 et l'article 306 de la LSC, ont été déposés au siège social respectif des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée, en vue de leur consultation par les actionnaires, au moins un (1) mois avant la date de cet acte. Une attestation de la Société et une attestation de la Société Scindée certifiant la disponibilité de ces documents, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

5. Conformément à l'article 306 de la LSC, les Sociétés Bénéficiaires détenant ensemble la totalité des actions de la Société Scindée et les conditions énoncées à l'article 306 de la LSC étant remplies, l'approbation de la Scission par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Scindée n'est pas requise.

V.- Par conséquent, l'assemblée générale a décidé à l'unanimité ce qui suit:

Première résolution

L'assemblée, après avoir revu le projet commun de scission documenté dans l'acte du notaire instrumentant en date du 12 novembre 2014, acte publié au Mémorial C numéro 3602 le 28 novembre 2014, a décidé d'approuver la scission par absorption sans liquidation de ESSETI S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.945 (la «Société Scindée») par ses propres actionnaires que sont la Société (la «Société Bénéficiaire 1») et TAUFIN INTERNATIONAL S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.951 (la «Société Bénéficiaire 2») et ensemble avec la Société Bénéficiaire 1, les «Sociétés Bénéficiaires») (la «Scission»), telle qu'envisagée par le projet commun de scission établi et publié, y compris l'apport et la répartition des éléments actifs et passifs du patrimoine total de la Société Scindée.

Deuxième résolution

L'assemblée a pris acte de la renonciation par tous les actionnaires des Sociétés Bénéficiaires et de la Société Scindée à l'exigence de recevoir un rapport écrit détaillé du conseil d'administration prévu à l'article 293 (1) de la LSC et au rapport écrit de l'expert indépendant visé à l'article 294 de la LSC ainsi qu'à l'information à fournir par le conseil d'administration de la Société Scindée prévue à l'article 293 (3) de la LSC.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'acter que la Scission prendra effet entre la Société, la Société Bénéficiaire 2 et la Société Scindée à la date de cet acte et vis-à-vis des tiers à la date de publication dans le Mémorial C du présent acte notarié approuvant la Scission.

L'assemblée a constaté encore la dissolution sans liquidation de la Société Scindée suite à la réalisation de la Scission suivant les modalités décrites dans le projet commun de scission.

L'assemblée, ayant constaté la dissolution sans liquidation de la Société Scindée, a décidé d'accorder décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société Scindée pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Les documents sociaux de la Société Scindée seront conservés pendant le délai légal à l'ancien siège de la Société Scindée.

Déclaration

Conformément à l'Article 300 (2) de la LSC, le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité, en droit luxembourgeois, des actes et formalités incombant à la Société en vue de la réalisation de la Scission.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, est évalué à la somme de EUR 1.100,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et mandataires comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. KEEREMAN, E. DUBLET, C. WISER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64354. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015010211/108.

(150011266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Quantum Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 191.770.

L'an deux mille quatorze,

Le dix-huit décembre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

Monsieur Lionel CAPIAUX, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, agissant ici en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois «QUANTUM ASSOCIATES S.A.», avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 191.770,

en vertu d'une décision prise par le conseil d'administration de ladite société dans sa réunion du 18 décembre 2014, une copie certifiée conforme de laquelle décision restera, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

1. La société anonyme de droit luxembourgeois «QUANTUM ASSOCIATES S.A.», avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 191.770, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3758 du 6 décembre 2014, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 décembre 2014, en voie de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

2. La Société a actuellement un capital social entièrement libéré de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune.

3. Le prédit acte de constitution du notaire instrumentant en date du 3 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3758 du 6 décembre 2014, prévoit un capital autorisé en son article 3 alinéa 2 dans les termes suivants:

«Le capital de la société peut être porté de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00) à cinq cent mille euros (EUR 500.000,00), le cas échéant par la création et l'émission de quatre cent soixante-neuf mille (469.000) actions d'une valeur d'un euro (EUR 1,00) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;
- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Les actions sont nominatives et inscrites sur le registre des actions nominatives, lequel sera l'unique preuve de détention d'actions de la société par l'actionnaire.

Le transfert, la vente ou le gage des actions requiert l'approbation du conseil d'administration. Au cas où un actionnaire aimerait vendre ses titres, il doit en demander l'autorisation au conseil d'administration sous forme écrite. Le conseil d'administration doit y répondre endéans 30 jours après en avoir reçu la demande. Si la réponse du conseil d'administration n'a pas été émise endéans ce délai, l'actionnaire désireux de vendre doit considérer sa demande comme refusée.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes».

4. En vertu de la prédite autorisation, le conseil d'administration a décidé en sa réunion du 18 décembre 2014 de réaliser une tranche du capital autorisé à concurrence de deux cent soixante-neuf mille euros (EUR 269.000,00) pour porter le capital social de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00) à trois cent mille euros (EUR 300.000,00) par l'émission de deux cent soixante-neuf mille (269.000) nouvelles actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

5. Monsieur Lionel CAPIAUX, prénommé, déclare que le conseil d'administration a accepté la souscription des deux cent soixante-neuf mille (269.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, l'actionnaire existant ayant renoncé à son droit préférentiel de souscription et que toutes les actions nouvelles ont été libérées en espèces à hauteur de cent pour cent (100 %).

6. Toutes les nouvelles actions ont été souscrites par neuf (9) nouveaux actionnaires, plus amplement désignés à la liste restée annexée à la prédite autorisation du conseil d'administration de la Société du 18 décembre 2014.

7. Aussi, la somme de cent deux cent soixante-neuf mille euros (EUR 269.000,00) se trouve dès à présent à la disposition de la Société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant.

8. A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, le premier alinéa de l'article 3 des statuts est modifié et prendra désormais la teneur suivante:

Art. 3. Alinéa premier. (Version en français). «Le capital social est fixé à un trois cent mille euros (EUR 300.000,00), représenté par trois cent mille (300.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison des présentes est évalué à environ deux mille euros (EUR 2.000,00).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante les présents statuts sont rédigés en français suivis d'une traduction anglaise; à la requête de la même partie et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fourteen,

On the eighteenth day of December,

Before Us Maître Emile SCHLESSER, civil law notary, residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

There appeared:

Mr. Lionel CAPIAUX, private employee, professionally residing in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

here acting as special proxyholder of the board of directors of the public limited company existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg «QUANTUM ASSOCIATES S.A.», with registered office in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 191,770,

by virtue of a resolution of the board of directors of the aforesaid 6 company on 18 December 2014,

of which a certified true copy, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

Said appearing person has requested the undersigned notary to act the following statements:

1. The public limited company existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg "QUANTUM ASSOCIATES S.A.", with registered office in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 191,770, has been incorporated by deed of the undersigned notary on 3 November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3,758 of 6 December 2014, whose articles of association have been amended by deed of the undersigned notary on 18 December 2014, in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter the "Company").

2. The current share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000,00), represented by thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one (1) euro each, all fully paid-up.

3. The aforesaid incorporation deed of the undersigned notary on 3 November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3,758 of 6 December 2014 provides in its Article 3, paragraphs 2 and the following, of the articles of association, an authorised share capital as follows:

"The share capital can be increased from its current amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000,00) to five hundred thousand euro (USD 500,000.00), by the creation and the issue of four hundred sixty-nine thousand (469.000) shares with a par value of one (1) euro each, with the same rights as those enjoyed by the shares extant.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares,

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or by contribution in kind.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of such increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

The shares are in registered form and recorded on the share register, which will be the exclusive proof of the holding of the company's shares by the shareholder.

For transfer, sale or pledge of the shares approval of the board of directors is required. In the event of one shareholder wishing to sell his shares, he must request permission from the board of directors in a written form. The board of directors has to give a reply within 30 days from receiving the request. If the board of directors hasn't replied within the frame time, the shareholder has to consider his sale request as being rejected.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares."

4. By virtue of the aforesaid authorisation, the board of directors, in its meeting of 18 December 2014, has decided to proceed, by way of the authorised capital, to an increase of the share capital for an amount of two hundred sixty-nine thousand euro (EUR 269,000.00), in order to bring it from its current amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000,00) to three hundred thousand euro (EUR 300,000.00) by the issuance of two hundred sixty-nine thousand new shares with a nominal value of one (1) euro each, vested with the same rights and advantages as the existent shares.

5. Mr. Lionel CAPIAUX, prenamed, declares that the board of directors has admitted to the subscription of the two hundred sixty-nine thousand (269.000) new shares, with a nominal value of one (1) euro each, the existing shareholder having waived his preferential subscription right, and that all the new shares have been fully paid-up (100%) by contributions in cash.

6. All the new shares have been subscribed by nine (9) new shareholders, specifically described on to the list attached to the aforesaid authorisation of the board of directors of the Company on 18 December 2014.

7. Also the amount of two hundred sixty-nine thousand euro (EUR 269,000.00) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

8. As a consequence of the increase of capital, the first paragraph of article 3 of the articles of Incorporation shall be amended and shall from now on have the following wording:

Art. 3. First paragraph. (Version in English). "The subscribed capital of the company is fixed at three hundred thousand euro (EUR 300,000.00) represented by three hundred thousand shares with a nominal value of one (1) euro each."

Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at about two thousand euro (EUR 2,000.00).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in French, followed by an English translation; upon request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English texts, the French text will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by surname, name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: L. CAPIAUX, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 décembre 2014. Relation: LAC/2014/62444. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010122/163.

(150011683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Hallencia Holding-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 112.810.

Baskerville S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.474.

L'an deux mille quinze, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Frédérique Mignon, employée privée, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spéciale du conseil d'administration de:

I.- la société «Baskerville S.A.», société anonyme dont le siège social est au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143 474, a été constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 05 décembre 2008; publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 6 du 03 janvier 2009,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 19 décembre 2014.

II.- la société «HALLENCIA HOLDING-SPF», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 112 810, issue d'un acte de scission de la société «CUP INVESTMENT S.A.», établie par le notaire soussigné, en date du 18 novembre 2005, lequel acte de scission fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 563 du 17 mars 2006 et dont les statuts de la société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 05 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 141 du 22 janvier 2009,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 19 décembre 2014.

Une copie certifiée du procès-verbal de chacune de ces réunions, signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restant annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Ladite personne comparante, agissant en sa double qualité prémentionnée, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion plus amplement spécifiée ci-après:

PROJET DE FUSION

1) Sociétés fusionnantes:

- «Baskerville S.A.», société anonyme dont le siège social est au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143 474 (ci-après appelée "société absorbée").

- «HALLENCIA HOLDING-SPF», société anonyme dont le siège social est au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112 810 (ci-après appelée "société absorbante").

2) La société absorbante est titulaire de la totalité des actions représentant l'intégralité du capital et détient la totalité des droits de vote de la société absorbée.

3) Les sociétés fusionnantes n'ont émis ni actions conférant des droits spéciaux, ni titres autres que des actions.

4) La société absorbante propose d'absorber la société absorbée par voie de fusion par acquisition suivant les dispositions des articles 278 à 280 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite (ci-après «la Loi»).

5) A partir de la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous), toutes les opérations de la société absorbée «Baskerville S.A.», sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante «HALLENCIA HOLDING-SPF».

6) Aucun avantage particulier n'est conféré aux membres des conseils d'administration ni aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

7) A partir de la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous), la fusion entraînera de plein droit la transmission universelle tant entre les sociétés fusionnantes qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante. De même à partir de cette même date, tous les droits et obligations de la société absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la société absorbante. La société absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement de la société absorbée. Les droits et créances de la société absorbée seront transférés à la société absorbante avec l'intégralité des sûretés, soit in rem soit personnelles, y attachées.

8) La société absorbante exécutera à partir de la Date de Réalisation tous les contrats et obligations, de quelque nature qu'ils soient, de la société absorbée tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Réalisation et exécutera en particulier tous les contrats existants avec les créanciers de la société absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

9) Tous les actionnaires de la société absorbante ont le droit, durant un mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de prendre connaissance des documents indiqués à l'article 267, alinéa (1) a), b) et c) de la Loi. Ils auront le droit d'obtenir copie desdits documents, sans frais et sur simple demande.

10) Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins cinq pour cent des actions du capital souscrit ont le droit de requérir pendant un délai d'un mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

11) Sous réserve du droit des actionnaires de la société absorbante tels que décrits sous les points 9) et 10) ci-dessus, la fusion deviendra effective et définitive qu'après la publication dans le Mémorial C, d'un certificat notarié constatant que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies (la «Date de Réalisation») et conduira simultanément aux effets tels que prévus par l'article 274 de la Loi.

12) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prendront fin à la date de la fusion et décharge leur sera accordée.

13) Les livres et documents de la société absorbée seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège de la société absorbante.

14) Par effet de la fusion, la société absorbée cessera d'exister de plein droit et ses actions seront annulées.

Conformément à l'article 271 de la loi précitée du 10 août 1915, telle que modifiée, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes et du présent projet de fusion.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, cette dernière a signé le présent acte avec le notaire instrumentant.

Signé: F. MIGNON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1269. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015011334/88.

(150012430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Aim Capital Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 129.058.

En date du 17 décembre 2014, Alan Dundon, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société AIM CAPITAL INVESTMENT S.A., avec siège social 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129058.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Mandaté par le démissionnaire

Référence de publication: 2014205189/15.

(140230738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

JAZ International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 189.912.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December,

Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Jaz International Inc., a company incorporated under the laws of the state of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New-Caste - 19808, Delaware, United States of America (the "Sole Shareholder");

hereby represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 29 December 2014, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by JAZ International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg by a notarial deed on 28 August 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3077 of 23 October 2014, with registered office at 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number 189.912 (the "Company"). The articles of association of the Company have not been amended yet.

The Sole Shareholder declared to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To approve the simplified national merger by absorption of Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A.. a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.710 ("CIR") by the Company (the "Merger") 2

2. To approve the terms of the proposal for the merger drafted in accordance with the provisions of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Luxembourg law on commercial companies (the "Law") and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 27 November 2014 number 3577 (the "Merger Proposal").

3. To waive, pursuant to article 265 paragraph 3 of the Luxembourg law on commercial companies, (i) the requirement for a report of the board of managers as set forth under article 265 paragraph 1 of the Law and (ii) the requirement for an independent expert relating to the Merger Proposal provided for under article 266 paragraph 1 of the Law.

4. To acknowledge that the Merger shall be effective from a bookkeeping point of view as of 29 August 2014

5. To grant all powers to any manager of the Company, to any lawyer/jurist of NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 of the Luxembourg law on commercial companies, any and all filing and publicity requirement as well as all other steps required by the Luxembourg law on commercial companies.

6. Miscellaneous.

The Sole Shareholder represented as above stated, passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger without exception or reserve.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the terms of the Merger Proposal established pursuant to the provisions of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Law and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 27 November 2014 number 3577.

The Sole Shareholder acknowledged that the relevant documents referred to in article 267 of the Law, i.e (i) the Merger Proposal and (ii) the interim accounts as per 29 August 2014 of the Company as well as the annual accounts and the management reports of CIR for the last three financial years were made available for inspection by the Sole Shareholder at the registered office of the Company at least one month before the date of the present resolutions.

The Sole Shareholder acknowledged that no new shares will be issued by the Company further to the Merger and no measures will need to be taken in connection with the transfer of share ownership.

The Sole Shareholder acknowledged that no benefits are granted to the Company's managers or to CIR's directors.

The Sole Shareholder acknowledged that there will be no change in the management of the Company further to the Merger.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to waive, pursuant to article 265 paragraph 3 of the Law, the report of the board of managers as set forth under article 265 paragraph 1 of the Law as well as the report of the independent expert relating to the Merger Proposal provided for by article 266 paragraph 1 of the Law.

Fourth resolution

Further to the approval of the merger by the absorbed company, the Sole Shareholder acknowledged the realisation of the merger on the date of the present general meeting approving the merger, notwithstanding the provisions of article 273 of the Law.

The Sole Shareholder acknowledged that the transactions of CIR shall, from a bookkeeping point of view, be considered as being those of the Company as from 29 August 2014.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant all powers to any manager of the Company, to any lawyer/jurist of NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 of the Law, any and all filing and publicity requirement as well as all other steps required by the Law.

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

Statement

The undersigned notary states in accordance with article 271(2) of the Law having verified and certifies the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the Merger Plan.

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois de décembre,

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

JAZ International Inc., une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New-Caste - 19808, Delaware, Etats-Unis d'Amérique ("Associé Unique");

représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 29 décembre 2014, laquelle après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné sera annexée au présent acte aux fins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a déclaré détenir toutes les parts sociales émises par JAZ International S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg par un acte notarié du 28 août 2014 publié au Mémorial C., Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3077 du 23 octobre 2014, ayant son siège social à 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, 4 (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.912 (la "Société"). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé Unique a reconnu être entièrement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

1. Approbation de la fusion nationale simplifiée par absorption par la Société de Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., une société anonyme, ayant son siège social à 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.710 ("CIR"), par la Société (la "Fusion");

2. Approbation des termes du projet de fusion établi en conformité avec les articles 278 et seq. renvoyant aux articles 261 et seq. de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales (la "Loi") et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 novembre 2014 sous le numéro 3577 (la "Projet de Fusion");

3. Renonciation, suivant l'article 265, paragraphe 3 de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, (i) de l'exigence d'un rapport du conseil de gérance tel que prévu à l'article 265, paragraphe premier de la Loi et (ii) à l'exigence d'un rapport d'un expert indépendant concernant le Projet de Fusion prévu par article 266 paragraphe premier de la même Loi.

4. Acceptation que la Fusion prendra effet au 29 août 2014 d'un point de vue comptable.

5. Délégation des pouvoirs à chaque gérant de l'Associé Unique et à chaque gérant de la Société, à chaque avocat de NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. et au notaire soussigné de procéder, conformément à l'article 273ter de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, à l'exigence de dépôt et publication ainsi que toute autres formalité requise par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

6. Divers.

Le comparant a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver la Fusion sans exception ni réserve.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver les termes du Projet de Fusion établi conformément à l'article 278 et seq. renvoyant aux articles 261 et seq. de la Loi et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 septembre 2014 numéro 3577.

L'Associé Unique a reconnu que les documents dont il est fait référence à l'article 267 de la Loi, i.e. (i) le Projet de Fusion, (ii) les comptes intérimaires en date du 29 août 2014 de la Société (en tant que société absorbante) ainsi que les comptes annuels et rapports de gestion de CIR pour les trois dernières années financières ont été mis à disposition pour inspection par l'Associé Unique au siège social de la Société au moins un mois avant la date des présentes résolutions.

L'Associé Unique a reconnu qu'aucune nouvelle part sociale ne sera émise par la Société à la suite de la Fusion et qu'aucune mesure ne sera nécessaire d'être adoptée concernant le transfert de propriété des parts sociales.

L'Associé Unique a reconnu qu'aucun privilège ne sera accordé aux gérants de la Société ou aux administrateurs de CIR.

L'Associé Unique a reconnu qu'il n'y aurait aucun changement au sein de la gestion de la Société à la suite de la Fusion.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de renoncer conformément à l'article 265, paragraphe 3 de la Loi, (i) au rapport du conseil de gérance tel que prévu à l'article 265, paragraphe premier de la Loi et (ii) au rapport d'un expert indépendant concernant le Projet de Fusion prévu par article 266 paragraphe premier de la même Loi.

Quatrième résolution

Vu l'approbation de la fusion par la société absorbée, l'Associé Unique constate la réalisation de la fusion à la date de la tenue de la présente Assemblée approuvant la fusion, sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la Loi.

L'Associé Unique a reconnu que les transactions de CIR seront à considérer d'un point de vue comptable comme celles de la Société (en tant que société absorbante) avec effet au 29 Août 2014.

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de donner pouvoir à chacun des gérants de la Société, à tout avocat/juriste de NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. ainsi qu'au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi, aux formalités de publication et à toute autre formalité requise par la Loi.

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné déclare en conformité avec l'article 271 de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et toutes les formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie contractante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64402. Reçu douze euros (12,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009879/164.

(150010458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

EDO Berlin Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 179.837.

EDO Treptower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 159.709.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

Before Us, Maitre Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. EDO Treptower S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, Millewee, L-7257 Walferdange - Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12.500,-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 159709 (hereinafter referred to as the Surviving Company),

here represented by Mr. Mustafa Nezar, lawyer, with professional address at Luxembourg (the Attorney), by virtue of special powers of attorney granted by resolutions of the board of managers of the Surviving Company taken on December 16, 2014 (the Resolutions 1);

AND

2. EDO Berlin Office S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, Millewee, L-7257 Walferdange - Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12.500,-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number „B 179837 (hereinafter referred to as the Disappearing Company and together with the Surviving Company, the Merging Companies),

here represented by the Attorney, by virtue of special powers of attorney granted by resolutions of the board of managers of the Disappearing Company taken on December 16, 2014 (the Resolutions 2, and together with the Resolutions 1 being collectively referred to hereafter as the Resolutions).

A copy of the Resolutions signed ne varietur by the Attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

In relation to the contemplated merger process pursuant to which the Surviving Company shall absorb the Disappearing Company (the Merger), the respective management corporate bodies (the Boards) of the above mentioned companies have agreed on the following common draft terms of merger (the Common Draft Terms of Merger) and declare through their proxy holder that:

The Disappearing Company holds ninety-four point ninety per cent (94.90%) of the shares of the Surviving Company. The Merger will be operated in accordance with the applicable provisions of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

By virtue of the Resolutions, the boards of managers of the Merging Companies have decided that the Disappearing Company shall be merged into the Surviving Company and for this purpose, the Disappearing Company shall contribute all its assets and liabilities (the Assets and Liabilities) to the Surviving Company.

The Boards acknowledge that the shareholders of the Surviving Company and the sole shareholder of the Disappearing Company resolved (i) not to appoint an independent expert to examine the Common Draft Terms of Merger and to waive the expert report in accordance with Article 266 (5) of the Law, (ii) to waive the managers' report and the information referred to in Article 265 (2) of the Law in accordance with Article 265 (3) of the Law and (iii) to waive the accounting statement referred to in Article 267 (1) c) of the Law in accordance with Article 267 (1) second paragraph of the Law.

The Merger is subject to the condition that the shareholders of the Surviving Company and the sole shareholder of the Disappearing Company approve the Common Draft Terms of Merger in extraordinary general meetings of the shareholders, in compliance with the Law (the Shareholders Approval).

Thereupon, the following has been agreed:

COMMON DRAFT TERMS OF MERGER

I. Applicable laws. This Common Draft Terms of Merger was drawn pursuant to the provisions of Articles 257 and following of the Law which authorizes expressly the merger between two Luxembourg companies.

II. Purpose and type of the Merger.

A. Reasons for the Merger

The Merging Companies are both part of an international group of companies ultimately majority owned by REInvest Germany S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, Millewee, L- 7257 Walferdange - Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number „B 115331. The purpose of the present Merger is to simplify the structure.

The Merging Companies consider that their activities can be performed in a more efficient way if they are concentrated into one sole entity: the Surviving Company.

B. Type of Merger

- The Surviving Company shall acquire all the Assets and Liabilities of the Disappearing Company.
- As a result from the Merger, the Disappearing Company shall be dissolved and wound up without going into liquidation.

III. Type of legal entity, name and official registered seat of the Merging Companies.

(1) Surviving Company

Name: EDO Treptower S.à. r.l.

Corporate category: Private limited liability company (société à responsabilité limitée)

Registration number: B 159709

Address of registered office: 2, Millewee, L- 7257 Walferdange

Share capital: EUR 12.500,-

(2) Disappearing Company

Name: EDO Berlin Office S.à. r.l.

Corporate category: Private limited liability company (société à responsabilité limitée)

Registration number: B 179837

Address of registered office: 2, Millewee, L- 7257 Walferdange

Share capital: EUR 12.500,00

IV. Rights given to and compensations paid to, pursuant to article 261 (2) b) of the Law to be chargeable to the Surviving Company and rights granted by the Surviving Company to the shareholders having special rights in the Disappearing Company according to article 261 (2) f) of the Law. As there are no persons who, in any other capacity than as shareholder, have special rights against and/or in the Disappearing Company, no special rights will be given to and no compensations will be paid to anyone.

V. Benefits to be granted to the members of the management board, the supervisory board of the Merging Companies or to third parties in connection with the Merger. No benefits have been or will be granted to the members of the management board or of the supervisory board of the Merging Companies or to third parties in connection with the Merger.

VI. Intentions with regard to the composition of the management board and the supervisory board of the Surviving Company, remaining after the Merger. There is no intention to change the management board of the Surviving Company after the Merger. Furthermore, none of the Merging Companies has a supervisory board.

VII. Date per which the operations of the Disappearing Company will be accounted for in the annual accounts of the Surviving Company. The operations of the Disappearing Company will, from an accounting perspective, be deemed to have been carried-out by the Surviving Company from January 1, 2015 as per 00:00 CET (the Commencement Date), as a consequence of which as of the Commencement Date, the Surviving Company will account for the financial data of the Disappearing Company in its own annual accounts and the last financial year of the Disappearing Company will end on December 31, 2014, as per 24:00 CET.

VIII. Consideration/Compensation/Proposed measures in connection with the conversion of the shareholding of the Disappearing Company. The Merger takes place with (i) the cancellation of the shares held by the Disappearing Company in the share capital of the Surviving Company and (ii) a share capital increase of the Surviving Company and with the issuance of eleven thousand eight hundred sixty-two (11.862) shares at the nominal value of one euro (EUR 1,-) each in the Surviving Company.

The allotment of eleven thousand eight hundred sixty-two (11.862) shares in the Surviving Company to the shareholder of the Disappearing Company will be registered in the shareholders' register of the Surviving Company.

IX. The exchange rate of the shares. The exchange ratio shall be of approximately 1,054/1, such that for the twelve thousand five hundred (12.500) shares in the capital of the Disappearing Company, eleven thousand eight hundred sixty-two (11.862) shares in the capital of the Surviving Company will be allotted.

X. Shares to be cancelled pursuant to article 261(2) c) Luxembourg Law. In the framework of the Merger, the Surviving Company will cancel the currently issued eleven thousand eight hundred sixty-two (11.862) shares held by the Disappearing Company and will issue eleven thousand eight hundred sixty-two (11.862) shares new shares to the sole shareholder of the Disappearing Company.

XI. Consequences of the Merger for shares without voting rights and shares without profit rights. The Surviving Company does not have shares without voting rights and shares without profit rights.

XII. Compensation for holders of shares without voting rights and shares without profit rights pursuant article 261(2) f) Luxembourg Law. As the Surviving Company does not have shares without voting rights and shares without profit rights, article 261(2) f) Luxembourg law is not applicable.

XIII. Intentions involving continuance or termination of activities. The business activities performed by the Disappearing Company will be continued by the Surviving Company; expectations are that the Merger will have no negative effects on the activities.

The activities of the Disappearing Company will, by effect of the Merger, be completely transferred to the Surviving Company and be performed by the latter. As a consequence of the above, all the decision making and management processes formerly placed under the responsibility of the Disappearing Company will be transferred to the Surviving Company.

XIV. Effects of the Merger on the goodwill and the distributable reserves of the Surviving Company. The Merger shall have no effect on the goodwill of the Surviving Company and the distributable reserves (share premium) of the Surviving Company.

XV. Approval of the resolutions to effect the Merger. The Surviving Company does not have a supervisory board.

The Merger shall be approved by (i) the shareholders of the Surviving Company and (ii) by the sole shareholder of the Disappearing Company not before one (1) month following the publication of the Common Draft Terms of Merger in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

XVI. Date on which the shares of the Surviving Company give right to participate in the profits of such company and applicable terms. The sole shareholder of the Disappearing Company will participate in the profits of the Surviving Company as of the Commencement Date, pro rata to its shareholding in the Surviving Company after the Merger.

XVII. Compensation proposal to the sole shareholder. The Merger will not give right to any compensation or cash payment (gsoulteh) in favor of the sole shareholder of the Disappearing Company.

XVIII. Creditors' rights. The creditors of the Disappearing Company become the creditors of the Surviving Company.

In accordance with Article 268 of the Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations of the notarial deed recording (i) the resolutions of the shareholders of the Surviving Company and (ii) the resolutions of the sole shareholder of the Disappearing Company approving the decision to merge as contemplated by the Common Draft Terms of Merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two (2) months of that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, to

obtain adequate safeguards of collateral for any matured or unmatured debts, in case the Merger would make such protection necessary.

In accordance with Article 262 of the Law:

(i) the creditors of Disappearing Company may obtain (free of charge) the complete information required to exercise their rights at the registered office of the Disappearing Company;

(ii) the creditors of Surviving Company may obtain (free of charge) the complete information required to exercise their rights at the registered office of the Surviving Company.

The district court shall disallow the request if the creditor has not shown prima facie that the financial condition of the Surviving Company after the Merger will provide less safeguards for the settlement of the claim and that inadequate safeguards were obtained.

XIX. Documents available at the registered offices of the Merging Companies. The documents referred to in article 267, paragraph 1, a) and b) of the Law (i.e. Common Draft Terms of Merger, the annual accounts and the annual reports of the Merging Companies for the last three (3) financial years of the Merging Companies), will be available at least one month before the effective date of the Merger for inspection by the shareholders of the Merging Companies at the latter's registered office.

XX. Consequences of the Merger on the employment. As the Merging Companies do not have employees, the Merger will not have any effect on staff.

XXI. Consequences of the Merger on the transfer of shares. The shares of the Disappearing Company are pledged on the date of the present deed but prior to the Approval of the Shareholders, the pledgee will release the pledge and the shares of the Disappearing Company will consequently be free of all liens and charges and not encumbered by any security or beneficial right or holder of such lien, charge, security.

The shares of the Surviving Company are pledged on the date of the present deed but prior to the Approval of the Shareholders; the pledgee will release the pledge and consent to the cancellation of the shares in the Surviving Company.

XXII. Effectiveness of the Merger towards third parties. Towards third parties, the Merger shall become effective upon publication of the decisions of the sole shareholder of the Disappearing Company and of the decisions of the shareholders of the Surviving Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in accordance with article 273 of the Law.

XXIII. Discharge. Full discharge is granted to the management bodies of the Disappearing Company.

XXIV. Formalities.

A. The Surviving Company shall:

- i. carry out all the legal formalities of publicity relating to the transfers made in relation to the Merger,
- ii. take on the statements and necessary formalities relating to all relevant administration matters in order to transfer all assets and liabilities of the Disappearing Company in its name,
- iii. Carry out formalities necessary to give full effect to the transfer of the assets and liabilities and ensure its opposability vis-à-vis third parties.

B. Delivery of documents

i. In order to facilitate the actual Merger, the Disappearing Company will hand over to the Surviving Company the originals of all its incorporating documents and acts of modification, as well as the books of account and other accounting documents, titles of ownership or documentary acts of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to the assets and rights given.

C. Fees and duties i. Any charges, duties or fees owing as a result of the Merger will be met by the Surviving Company.

ii. The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever will have to be borne by the Surviving Company in Luxembourg as a result of the Merger.

iii. If necessary, the Surviving Company shall pay the taxes due by the Disappearing Company on the capital and the profits for the fiscal years not yet taxed.

In accordance with article 271 (2) of the Law, the undersigned notary certifies the legality of the present merger project drawn up pursuant to article 261 of the Law.

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Surviving Company are estimated at six thousand six hundred Euro (EUR 6,600.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarised deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, first names, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. EDO Treptower S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois ayant son adresse au 2, Millewee, L-7257 Walferdange - Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159709 (ci-après désignée comme la Société Absorbante),

ici représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'un mandat spécial accordé par résolutions du conseil de gérance de la Société Absorbante prises le 16 décembre 2014 (les Résolutions 1);

ET

2. EDO Berlin Office S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois Luxembourgeois, ayant son siège social au 2, Millewee, L-7257 Walferdange, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179837 (ci-après désignée comme: la Société Absorbée et ensemble avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes),

ici représentée par le Mandataire, en vertu d'un mandat spécial accordé par résolutions du conseil de gérance de la Société Absorbée prises le 16 décembre 2014 (les Résolutions 2, et ci-après désignées ensemble avec les Résolutions 1 comme les Résolutions).

Une copie des Résolutions signées ne varietur par le Mandataire et le notaire soussigné resteront annexées au présent acte en vue de leur dépôt auprès des autorités d'enregistrement.

Eu égard à la procédure de fusion aux termes de laquelle la Société Absorbante doit absorber la Société Absorbée (la Fusion), les organes de gestion respectifs (les Conseils de Gérance) des deux Sociétés Fusionnantes ont convenu le projet commun de fusion suivant (le Projet Commun de Fusion) et déclarent, agissant par leur mandataire, que:

La Société Absorbée détient quatre-vingt-quatorze virgule quatre-vingt-dix pourcent (94.90%) des parts sociales de la Société Absorbante. La Fusion sera opérée conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

En vertu des Résolutions, les conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes ont décidé de fusionner la Société Absorbée dans la Société Absorbante et, à cet effet, la Société Absorbée fera apport de tous ses avoirs et engagements (les Avoirs et Engagements) à la Société Absorbante.

Les Conseils de Gérance reconnaissent que l'associé unique de la Société Absorbée et les associés de la Société Absorbante ont décidé de (i) ne pas désigner un expert indépendant pour examiner le Projet Commun de Fusion et de renoncer au rapport d'expert, conformément à l'article 266 (5) de la Loi, (ii) de renoncer au rapport de gestion et aux informations mentionnées à l'article 265 (2) de la Loi, conformément à l'article 265 (3) de la Loi et (iii) de renoncer à l'état comptable mentionné à l'article 267 (1) c) de la Loi conformément à l'article 267 (1) deuxième alinéa de la Loi.

La réalisation de la Fusion est conditionnée par l'approbation des assemblées générales extraordinaires respectives des associés de la Société Absorbante et de l'associé unique de la Société Absorbée du Projet Commun de Fusion, conformément à la Loi (l'Approbation des Associés).

Il est convenu ce qui suit:

PROJET COMMUN DE FUSION

I. Lois applicables. Ce Projet Commun de Fusion a été établi conformément aux dispositions des articles 257 et suivants de la Loi qui autorise expressément la fusion entre deux sociétés luxembourgeoises.

II. Objet et type de Fusion.

A. Raisons de la Fusion

Les Sociétés Fusionnantes font toutes deux partie d'un groupe international de sociétés majoritairement ultimement détenues par REInvest Germany S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, Millewee, L- 7257 Walferdange - Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115331. L'objet de la présente Fusion est de simplifier la structure.

Les Sociétés Fusionnantes considèrent que leurs activités peuvent être effectuées de façon plus efficace si elles sont concentrées en une seule entité: la Société Absorbante.

B. Type de Fusion

- La Société Absorbante va acquérir tous les Avoirs et Engagements de la Société Absorbée.
- A la suite de la Fusion, la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation.

III. Type d'entité juridique, nom et siège social des Sociétés Fusionnantes.

(1) Société Absorbante

Nom: EDO Treptower S.à r.l

Forme sociale: Société à responsabilité limitée

Numéro d'immatriculation: B 159709

Adresse du siège social: 2, Millewee, L- 7257 Walferdange

Capital social: EUR 12.500,-

(2) Société Absorbée

Nom: EDO Berlin Office S.à. r.l.

Forme sociale: Société à responsabilité limitée

Numéro d'immatriculation: B 179837

Adresse du siège social: 2, Millewee, L- 7257 Walferdange

Capital social: EUR 12.500,-

IV. Droits donnés et compensations versées en vertu de l'article 261 (2) b) de la Loi et supportés par la Société Absorbante et droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux dans la Société Absorbée en vertu de l'article 261 (2) f) de la Loi. Comme il n'y a aucune personne qui, en qualité autre que celle d'associé, ne disposerait de droits spéciaux contre et/ou dans la Société Absorbée, aucun droit spécial ne sera conféré et aucune compensation ne sera versée à qui que ce soit.

V. Avantages accordés aux membres du conseil de gérance, du conseil de surveillance des Sociétés Fusionnantes ou aux tiers en relation avec la Fusion. Aucun bénéfice n'a été ou ne sera accordé aux membres du conseil de gérance ou du conseil de surveillance des Sociétés Fusionnantes ou aux tiers en relation avec la Fusion.

VI. Intentions concernant la composition du conseil de gérance et du conseil de surveillance de la Société Absorbante, restant après la Fusion. Il n'est pas prévu de modifier la composition du conseil de gérance de la Société Absorbante après la fusion. De plus, aucune des Sociétés Fusionnantes n'a de conseil de surveillance.

VII. Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront prises en compte dans les comptes annuels de la Société Absorbante. Les opérations de la Société Absorbée seront, d'un point de vue comptable, réputées avoir été effectuées par la Société Absorbante à partir du 1^{er} janvier 2015 à 00:00 CET (la Date de Commencement), à la suite de laquelle à compter du 1^{er} janvier 2015, la Société Absorbante représentera les données financières de la Société Absorbée dans ses propres comptes annuels et le dernier exercice de la Société Absorbée prendra fin le 31 décembre 2014 à 24:00 CET.

VIII. Rémunération / Compensation / Mesures proposées dans le cadre de la conversion de l'actionnariat de la Société Absorbée. La Fusion se réalise avec (i) l'annulation des parts sociales détenues par la Société Absorbée dans le capital social de la Société Absorbante et (ii) une augmentation du capital social de la Société Absorbante et avec l'émission de onze mille huit cent soixante-deux (11.862) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune dans la Société Absorbante.

L'attribution de onze mille huit cent soixante-deux (11.862) parts sociales dans la Société Absorbante à l'associé de la Société Absorbée sera enregistrée dans le registre des associés de la Société Absorbante.

IX. Le ratio de change des parts sociales. Le ratio de change des parts sociales est d'approximativement 1,054/1, c'est-à-dire pour les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales dans le capital social de la Société Absorbée, onze mille huit cent soixante-deux (11.862) parts sociales dans le capital social de la Société Absorbante seront attribuées.

X. Les parts sociales devant être annulées conformément à 261(2) c) de la Loi Luxembourgeoise. Dans le cadre de la Fusion, la Société Absorbante annulera les onze mille huit cent soixante-deux (11.862) parts sociales actuellement émises et détenues par la Société Absorbée et émettra onze mille huit cent soixante-deux (11.862) nouvelles parts sociales à l'associé unique de la Société Absorbée.

XI. Conséquences de la Fusion pour les parts sociales sans droit de vote et les parts sociales sans droits aux bénéfices. La Société Absorbante n'a pas de parts sociales sans droit de vote ni de parts sociales sans droit aux bénéfices.

XII. Compensation pour les détenteurs de parts sociales sans droit de vote et parts sociales sans droit aux bénéfices. Comme la Société Absorbante n'a pas de parts sociales sans droit de vote ni de parts sociales sans droits aux bénéfices, l'article 261(2) f) de la Loi Luxembourgeoise n'est pas applicable.

XIII. Intentions concernant la poursuite ou la cessation d'activités. Les activités commerciales exercées par la Société Absorbée seront poursuivies par la Société Absorbante; il est prévu que la Fusion n'ait aucun effet négatif sur ces activités.

Les activités de la Société Absorbée seront, en vertu de la Fusion, complètement transférées à la Société Absorbante et seront effectuées par cette dernière. En conséquence de ce qui précède, tous les processus décisionnels et de gestion anciennement placés sous la responsabilité de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante.

XIV. Effets de la Fusion sur la valeur (goodwill) et sur les réserves distribuables de la Société Absorbante. La Fusion n'aura aucun effet sur la valeur (goodwill) de la Société Absorbante et les réserves distribuables (prime d'émission) de la Société Absorbante.

XV. Approbation des résolutions afin de rendre la Fusion effective. La Société Absorbante n'a pas de conseil de surveillance.

La Fusion doit être approuvée par (i) les associés de la Société Absorbante et (ii) par l'associé unique de la Société Absorbée pas avant un (1) mois suivant la publication du Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

XVI. Date à laquelle les parts sociales de la Société Absorbante donnent droit à participer aux profits de cette société et conditions applicables. L'associé unique de la Société Absorbée participera aux profits de la Société Absorbante à partir de la Date de Commencement, au pro rata de sa participation dans la Société Absorbante.

XVII. Proposition de compensation à l'associé unique. La Fusion ne donnera droit à aucune compensation ou paiement en numéraire («soulte») en faveur de l'associé unique de la Société Absorbée.

XVIII. Droits des créanciers. Les créanciers de la Société Absorbée deviennent les créanciers de la Société Absorbante.

Conformément à l'article 268 de la Loi, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont les créances sont antérieures à la date de publication dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations de l'acte notarié actant (i) les résolutions des associés de la Société Absorbante et (ii) les résolutions de l'associé unique de la Société Absorbée approuvant la décision de fusionner comme envisagé dans le Projet Commun de Fusion pourront, nonobstant toutes conventions contraires, demander dans les deux (2) mois de cette publication auprès du magistrat présidant la chambre du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg statuant en matière commerciale, comme en matière de référé, d'obtenir les sûretés adéquates pour les créances échues ou non échues, au cas où une telle protection serait nécessaire dans le cadre de la Fusion.

Conformément à l'article 262 de la Loi:

(i) les créanciers de la Société Absorbée pourront obtenir (gratuitement) les informations complètes et nécessaires à l'exercice de leurs droits au siège social de la Société Absorbée; et

(ii) les créanciers de la Société Absorbante pourront obtenir (gratuitement) les informations complètes et nécessaires à l'exercice de leurs droits au siège social de la Société Absorbante.

Le Tribunal d'Arrondissement a le droit de refuser la demande si le créancier n'a pas démontré prima facie que la situation financière de la Société Absorbante après la fusion fournira moins de garanties pour le règlement de sa revendication et que des garanties insuffisantes ont été obtenues.

XIX. Documents disponibles aux sièges sociaux des Sociétés Fusionnantes. Les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe 1, a) et b) de la Loi (en l'occurrence le Projet Commun de Fusion, les comptes et rapports annuels des Sociétés Fusionnantes pour les trois (3) derniers exercices), seront disponibles au moins un mois avant la date d'effet de la Fusion pour inspection par les associés de la Société Absorbante au siège social des Sociétés Fusionnantes.

XX. Conséquences de la Fusion sur les employés. Les Sociétés Fusionnantes n'ayant pas d'employés, la Fusion n'emportera aucune conséquence pour le personnel.

XXI. Conséquences de la Fusion sur le transfert des parts sociales. Les parts sociales de la Société Absorbée font l'objet d'un nantissement au jour du présent acte, cependant, avant l'Approbation des Associés, le créancier gagiste lèvera le nantissement si bien que les parts sociales de la Société Absorbée seront libres de tous privilèges et de charges et ne seront encombrées d'aucun titre ou d'aucun droit de bénéficiaire ou de titulaire sur un tel privilège, une telle charge ou sur un tel titre.

Les parts sociales de la Société Absorbante sont nanties au jour du présent acte, toutefois, Avant l'Approbation des Associés, le créancier gagiste lèvera le nantissement et consentira à l'annulation des parts sociales de la Société Absorbante avant la date du présent acte.

XXII. Effet de la Fusion envers les tiers. Envers les tiers, la Fusion prendra effet lors de la publication des décisions de l'associé unique de la Société Absorbée et des décisions des associés de la Société Absorbante dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 273 de la Loi.

XXIII. Décharge. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la Société Absorbée.

XXIV. Formalités.

A. La Société Absorbante doit:

- i. effectuer toutes les formalités légales de publicité ayant trait aux transferts effectués dans le cadre de la Fusion,
- ii. prendre à sa charge toutes les déclarations et formalités nécessaires aux démarches administratives relatives à la reprise de l'actif et du passif de la Société Absorbée en son nom,
- iii. effectuer toutes les formalités nécessaires en vue de donner plein effet à la cession des actifs et des passifs et d'assurer son opposabilité vis-à-vis des tiers.

B. Remise des documents

i. Afin de faciliter la Fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses documents de constitution et actes modificatifs, de même que les livres de comptabilité et autres documents comptables, titres de propriété ou documents justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous les contrats, archives, pièces et tous autres documents relatifs aux actifs et droits transmis.

C. Frais et droits

- i. Les charges, droits et rémunérations dus en vertu de la Fusion seront pris en charge par la Société Absorbante.
- ii. Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société Absorbante sont mis à sa charge à raison des présentes et sont évalués sans nul préjudice.
- iii. Si nécessaire, la Société Absorbante paiera les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices pour les années fiscales non encore imposées.

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'article 261 de la Loi.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société Absorbante et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de six mille six cents Euro (EUR 6.600.-).

Le Notaire soussigné, qui comprend et parle d'anglais, déclare que, sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; sur demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passe à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistre à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64427. Reçu douze euros (12,00 €)

Le Receveur (signé): Irene Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009683/392.

(150011234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Mariposa Luxembourg II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 480.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 193.044.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of the month of December, before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

NMG International, Inc., an incorporation governed by the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at The Corporation Trust Center, 1209, Orange Street, Wilmington, DE, United States of America and registered with the Secretary of State, Division of Corporations of Delaware under number 45-3537256 (the "Shareholder"),

hereby represented by Pierre-Alexandre Lechantre, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 18 December 2014.

The said proxy signed ne varietur by the attorney and the undersigned notary shall remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Mariposa Luxembourg II S.à.r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 16 December 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "Company").

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognized to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To increase the corporate capital of the Company by an amount of four hundred sixty thousand United States Dollars (USD 460,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, to the amount of four hundred eighty thousand United States Dollars (USD 480,000.-) represented by four hundred eighty thousand (480,000) shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

2. To issue these four hundred sixty thousand (460,000) new shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

3. To accept subscription for these four hundred sixty thousand (460,000) new shares at an aggregate issue price of four hundred sixty thousand United States Dollar (USD 460,000.-) by NMG International, Inc. and to accept full payment for these four hundred sixty thousand (460,000) new shares, together with the payment of a share premium in the aggregate amount of forty five million nine hundred two thousand five hundred twenty six United States Dollar (USD 45,902,526.-), by a contribution in kind.

4. To amend paragraph one (1) of article five (5) of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the foregoing capital increase.

5. To amend article twenty-seven (27) of the articles of association of the Company in order to have the Company's financial year start on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

6. To approve that the first financial year of the Company has started on the day of incorporation of the Company and will end on the thirty-first of December two thousand fourteen.

7. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of four hundred sixty thousand United States Dollars (USD 460,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, to the amount of four hundred eighty thousand United States Dollars (USD 480,000.-) represented by four hundred eighty thousand (480,000) shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

Second resolution

The Shareholder resolved to issue four hundred sixty thousand (460,000) new shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-), having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared NMG International, Inc., represented by Pierre-Alexandre Lechantre, aforementioned, by virtue of the aforementioned proxy (the "Subscriber").

The Subscriber declared to subscribe for these four hundred sixty thousand (460,000) new shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, together with the payment of an aggregate share premium of forty five million nine hundred two thousand five hundred twenty six United States Dollar (USD 45,902,526.-) on these shares, by a contribution in kind consisting of twenty-five thousand (25,000) shares held by the Subscriber in NMG Germany GmbH (formerly known as Blitz 14-88 GmbH), a limited liability company governed by the laws of Germany, with registered office at Einsteinring 37, 85609 Aschheim, Munich, Germany, and registered with the Local Court of Munich (Amtsgericht München) under file number HRB 211727 (the "Contribution").

The Contribution represents a value in an aggregate amount of forty six million three hundred sixty two thousand five hundred twenty six United States Dollars (USD 46,362,526.-).

Proof of the ownership by the Subscriber of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The Subscriber declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

The Subscriber further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution is described and valued (the "Report").

The conclusions of the Report read as follows:

"Based on the work performed and described above, we have no observation on the value of the Contribution in kind which corresponds at least in number and nominal value to the four hundred sixty thousand (460,000) New Shares of nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, to be issued with a total share premium of forty five million nine hundred two thousand five hundred twenty six United States Dollar (USD 45,902,526.-)."

The Report, which after being signed "ne varietur" by the Subscriber, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

Third resolution

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the four hundred sixty thousand (460,000) new shares to the Subscriber.

Fourth resolution

The Shareholder resolved to amend paragraph one (1) of article five (5) of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above capital increase.

As a consequence, paragraph one (1) of article five (5) will from now on read as follows:

“ **Art. 5.** The share capital of the Company is set at four hundred eighty thousand United States Dollars (USD 480,000.-) represented by four hundred eighty thousand (480,000) shares. Each issued share has a nominal value of one United States Dollar (USD 1) and is fully paid up.”

Fifth Resolution

The Shareholder resolved to amend article twenty-seven (27) which will from now on read as follows:

“ **Art. 27.** The Company’s financial year starts on the first of January of each year and ends on the thirty-first of December of the same year.”

Sixth Resolution

The Shareholder resolved to approve that the first financial year of the Company has started on the day of incorporation and will end on the thirty-first of December two thousand fourteen.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at six thousand seven hundred Euro (EUR 6.700,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person, and in case of divergence between the English and the French Text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le dix-huitième jour du mois de décembre,
par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

NMG International, Inc., une société régie par les lois de l’État du Delaware, Etats-Unis d’Amérique, ayant son siège social au The Corporation Trust Center, 1209, Orange Street, Wilmington, DE, Etats-Unis d’Amérique, et immatriculée auprès du Secrétaire de l’État, Département des Sociétés de Delaware sous le numéro 45-3537256 (l’«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Pierre-Alexandre Lechantre, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée le 18 Décembre 2014.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera enregistrée.

L’Associé a requis le notaire instrumentant d’acter que l’Associé est le seul et unique associé de Mariposa Luxembourg II S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), dont le siège social est au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 16 décembre 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations., et en cours d’immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Société»).

L’Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l’ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de quatre cent soixante mille dollars américains (USD 460.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales, avec une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de quatre cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 480.000,-), représenté par quatre cent quatre-vingt mille (480.000) parts sociales, avec une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune.

2. Emission de quatre cent soixante mille (460.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3. Acceptation de la souscription de ces quatre cent soixante mille (460.000) nouvelles parts sociales pour un prix d'émission total de quatre cent soixante mille dollars américains (USD 460.000,-), avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quarante-cinq millions neuf cent deux mille cinq cent vingt-six dollars américains (USD 45,902,526,-) par NMG International, Inc. et acceptation de la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales par un apport en nature.

4. Modification du premier paragraphe (1) de l'article cinq (5) des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus.

5. Modification de l'article vingt-sept (27) des statuts de la Société, afin que l'année sociale commence le premier janvier de chaque année donnée et se termine au trente et un décembre de la même année.

6. Acceptation que le premier exercice social de la Société a commencé à la date de sa constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille quatorze.

7. Divers

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de quatre cent soixante mille dollars américains (USD 460.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales, avec une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de quatre cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 480.000,-), représenté par quatre cent quatre-vingt mille (480.000) parts sociales, avec une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé décide d'émettre ces quatre cent soixante mille (460.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu NMG International, Inc., ici représenté par Pierre-Alexandre Lechantre, prénommé, en vertu d'une procuration donnée comme indiqué ci-avant (le «Souscripteur»).

Le Souscripteur a déclaré souscrire ces quatre cent soixante mille (460.000) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quarante-cinq millions neuf cent deux mille cinq cent vingt-six dollars américains (USD 45,902,526,-) par un apport en nature consistant en vingt-cinq mille (25.000) parts sociales détenues par le Souscripteur dans NMG Germany GmbH (anciennement connue sous la dénomination Blitz 14-88 GmbH), une société à responsabilité limitée régie par le droit allemand, ayant son siège social au Einsteinring 37, 85608 Aschheim, Munich, Allemagne, et immatriculée auprès du Registre de Commerce du Tribunal Local de Munich (Amtsgericht München) sous le numéro HRB 211727 (l'«Apport»).

L'Apport représente un apport d'un montant total de quarante-six millions trois cent soixante-deux mille cinq cent vingt-six dollars américains (USD 46.362.526,-).

La preuve par le Souscripteur de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

Le Souscripteur a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base du travail effectué, tel que décrit ci-dessus, nous n'avons pas d'observations quant à la valeur totale de l'apport en nature qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale de quatre cent soixante mille (460.000) part(s) sociale(s) d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, à émettre ensemble avec le paiement d'une prime d'émission de quarante-cinq millions neuf cent deux mille cinq cent vingt-six dollars américains (USD 45,902,526,-).»

Le Rapport, qui après avoir signé ne varietur par le Souscripteur, tel que ci-dessus représenté, et le notaire soussigné, restera annexé aux présentes.

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les quatre cent soixante mille (460.000) nouvelles parts sociales au Souscripteur.

Quatrième résolution

L'Associé a décidé de modifier le paragraphe un (1) de l'article cinq (5) des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital ci-dessus.

L'article cinq (5) aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à quatre cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 480.000,-) représenté par quatre cent quatre-vingt mille (480.000) parts sociales. Chaque part sociale a une valeur nominale d'un dollar (USD 1,-) et est entièrement libérée.»

Cinquième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'article vingt-sept (27) des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 27.** L'année sociale commence le premier janvier de chaque année donnée et se termine au trente et un décembre de la même année.»

Sixième Résolution

L'Associé décide d'approuver que le premier exercice social de la Société a commencé à la date de sa constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille quatorze.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable à la Société en raison du présente acte sont évalués à six mille sept cents Euros (EUR 6.700,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre les texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P.-A. LECHANTRE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16689. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014208252/216.

(140232897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

iCON Master Holdings (EUR) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 416.532,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.714.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 19 décembre 2014

En date du 19 décembre 2014, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter la nomination de Monsieur Paul LAWRENCE, né le 25 mai 1970 à Rotherham, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- d'accepter la nomination de Monsieur Michel THILL, né le 8 juin 1965 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

- d'accepter la démission de Madame Anja WUNSCH de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat;

- d'accepter la démission de Madame Marion FRITZ de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat; et

- d'accepter la démission de Monsieur Daniel BLEY de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour extrait analytique conforme

Référence de publication: 2014205113/21.

(140230232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.400.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.710.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December,
Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

JAZ International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189.912 and with a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) (the "Sole Shareholder");

hereby represented by Mr Mustafa NEZAR, jurist, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 29 December 2014, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declared that it currently holds all the shares issued by Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., whose registered office is located at 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.710, was incorporated under the name "ORVIETO S.A" by a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette on 20 December 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 18 February 2003 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time on 31 October 2003 pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 1238 of 22 November 2003.

The Sole Shareholder declared to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To approve the simplified national merger by absorption of the Company by the Sole Shareholder (as surviving company) (the "Merger");
2. To approve the terms of the proposal for the merger drafted in accordance with the provisions of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Luxembourg law on commercial companies (the "Law") and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 27 November 2014 number 3577 (the "Merger Proposal");
3. To waive, pursuant to article 265 paragraph 3 of the Luxembourg law on commercial companies, (i) the requirement for a report of the board of directors as set forth under article 265 paragraph 1 of the Law and (ii) the requirement for an independent expert relating to the Merger Proposal provided for under article 266 paragraph 1 of the Law;
4. To acknowledge that the Merger shall be effective from a bookkeeping point of view as of 29 August 2014;
5. To grant all powers to any of its manager and any director of the Company, to any lawyer/jurist of NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 of the Luxembourg law on commercial companies, any and all filing and publicity requirement as well as all other steps required by the Luxembourg law on commercial companies.
6. Miscellaneous.

The Sole Shareholder represented as above stated, passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger without exception or reserve.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the terms of the Merger Proposal established in accordance with the provisions of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Law and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 27 November 2014 number 3577.

The Sole Shareholder acknowledged that the relevant documents referred to in article 267 of the Law, i.e (i) the Merger Proposal and (ii) the interim accounts as per 29 August 2014 of the Sole Shareholder (as absorbing company) as well as the annual accounts and the management reports of the Company for the last three financial years were made available for inspection by the Sole Shareholder at the registered office of the Company at least one month before the date of the present resolutions.

The Sole Shareholder acknowledged that no new shares will be issued by the Sole Shareholder (as absorbing company) further to the Merger and no measures will need to be taken in connection with the transfer of share ownership.

The Sole Shareholder acknowledged that no benefits are granted to the Company's managers or to the Sole Shareholder's managers (as surviving company).

The Sole Shareholder acknowledged that there will be no change in the management of the Absorbing Company further to the Merger.

The Sole Shareholder acknowledged that all corporate documents, files and records of the Company shall be kept at the registered office of the absorbing company for so long as the Law prescribes.

The Sole Shareholder acknowledged that the mandates of the members of the board of directors and of the statutory auditor of the Company will end on the effective date of the Merger. The Sole Shareholder decided to grant full and complete discharge to the members of the board of directors and to the statutory auditor of the Company for the execution of their respective mandates until the effective date of the Merger.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to waive, pursuant to article 265 paragraph 3 of the Law, the report of the board of managers as set forth under article 265 paragraph 1 of the Law as well as the report of the independent expert relating to the Merger Proposal provided for by article 266 paragraph 1 of the Law.

Fourth resolution

The Sole Shareholder acknowledged that the transactions of the Company shall, from a bookkeeping point of view, be considered as being those of the Sole Shareholder (as absorbing company) as from 29 August 2014.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant all powers to any of its manager and any director of the Company, to any lawyer/jurist of NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 of the Law, any and all filing and publicity requirement as well as all other steps required by the Law.

The present resolutions are adopted subject to the suspensive condition of the approval of the Merger Proposal and of the realisation of the present Merger by the absorbing company, in accordance with the conditions set out in the said merger proposal, on the date of the last general assembly of the companies participating to the Merger.

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately six thousand six hundred euros (EUR 6,600.-).

Statement

The undersigned notary states in accordance with article 271(2) of the Law having verified and certifies the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the Merger Plan.

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

JAZ International S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.912 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) (l'Associé Unique);

représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 29 décembre 2014, laquelle après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné sera annexée au présent acte aux fins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a déclaré détenir toutes les actions émises par Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., une société anonyme, dont le siège social est fixé au 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.710, constituée sous la dénomination "ORVIETO S.A" suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette le 20 décembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 18 février 2003 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 31 octobre

2003, suivant un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1238 du 22 novembre 2003.

L'Associé Unique a reconnu être entièrement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

1. Approbation de la fusion nationale simplifiée par absorption de la Société par l'Associé Unique (en tant que société absorbante) (la "Fusion");

2. Approbation des termes du projet de fusion établi en conformité avec les articles 278 et seq. renvoyant aux articles 261 et seq. de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales (la "Loi") et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 novembre 2014 sous le numéro 3577 (le "Projet de Fusion");

3. Renonciation, suivant l'article 265, paragraphe 3 de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, (i) de l'exigence d'un rapport du conseil d'administration tel que prévu à l'article 265, paragraphe premier de la Loi et (ii) à l'exigence d'un rapport d'un expert indépendant concernant le Projet de Fusion prévu par article 266 paragraphe premier de la même Loi.

4. Acceptation que la Fusion prendra effet au 29 août 2014 d'un point de vue comptable.

5. Délégation des pouvoirs à chaque gérant de l'Associé Unique et à chaque administrateur de la Société, à chaque avocat de NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. et au notaire soussigné de procéder, conformément à l'article 273 de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, à l'exigence de dépôt et publication ainsi que toute autre formalité requise par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

6. Divers.

Le comparant a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver la Fusion sans exception ni réserve.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver les termes du Projet de Fusion établi conformément à l'article 278 et seq. renvoyant aux articles 261 et seq. de la Loi et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 septembre 2014 numéro 3577.

L'Associé Unique a reconnu que les documents dont il est fait référence à l'article 267 de la Loi, i.e. (i) le Projet de Fusion, (ii) les comptes intérimaires en date du 29 août 2014 de l'Associé Unique (en tant que société absorbante) ainsi que les comptes annuels et rapports de gestion de la Société pour les trois dernières années financières ont été mis à disposition pour inspection par l'Associé Unique au siège social de la Société au moins un mois avant la date des présentes résolutions.

L'Associé Unique a reconnu qu'aucune nouvelle part sociale ne sera émise par l'Associé Unique (en tant que société absorbante) à la suite de la Fusion et qu'aucune mesure ne sera nécessaire d'être adoptée concernant le transfert de propriété des parts sociales.

L'Associé Unique a reconnu qu'aucun privilège ne sera accordé aux administrateurs de la Société ou aux gérants de l'Associé Unique (en tant que société absorbante).

L'Associé Unique a reconnu qu'il n'y aurait aucun changement dans la gestion au sein de la Société absorbante à la suite de la Fusion.

L'Associé Unique a reconnu que tout document, acte et registre de la Société sera conservé au siège social de la société absorbante pendant la durée prévue par la Loi.

L'Associé Unique a reconnu que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société prendront fin à la date à laquelle la fusion deviendra effective.

L'Associé Unique donne pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à la date à laquelle la fusion deviendra effective.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de renoncer conformément à l'article 265, paragraphe 3 de la Loi, (i) au rapport du conseil du conseil d'administration tel que prévu à l'article 265, paragraphe premier de la Loi et (ii) au rapport d'un expert indépendant concernant le Projet de Fusion prévu par article 266 paragraphe premier de la même Loi.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a reconnu que les transactions de la Société seront à considérer d'un point de vue comptable comme celles de l'Associé Unique (en tant que société absorbante) avec effet au 29 août 2014.

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de donner pouvoir à chacun de ses gérants ainsi qu'aux administrateurs de la Société, à tout avocat/juriste de NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l. ainsi qu'au notaire instrumentant afin de procéder, confor-

mément aux dispositions de l'article 273 de la Loi, aux formalités de publication et à toute autre formalité requise par la Loi.

Les présentes résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion par la société absorbante, aux conditions prévues par ledit projet de fusion, à la date de la dernière assemblée générale des sociétés participant à la fusion.

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à six mille six cents euros (EUR 6.600.-).

Déclaration

Le notaire soussigné déclare en conformité avec l'article 271(2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et toutes les formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie contractante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 décembre 2014. Relation: LAC/2014/64401. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009579/187.

(150010457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Azure Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 133.050.

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «AZURE INVEST S.A.», une société anonyme, ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 42, Rue de la Vallée, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B numéro 133050, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg le 11 octobre 2007, publié au Mémorial C n°2751 du 29 novembre 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Anouar BELLI, employé privé, demeurant professionnellement à L-2661 Luxembourg, 42, Rue de la Vallée.

Le président désigne comme secrétaire et scrutateur Madame Michèle SENSI-BERGAMI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur de la société et fixation de ses pouvoirs
3. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur la société à responsabilité limitée «FIDEOM LUXEMBOURG TRUST» ayant son siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 161475.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus larges pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 à 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: BELLI, SENSI-BERGAMI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19/12/2014. Relation: EAC/2014/17651. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 22/12/2014.

Référence de publication: 2014205247/47.

(140229745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Palladion Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 138.847.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 19 décembre 2014

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société (l'Assemblée) en date du 19 décembre 2014 que:

- L'Assemblée a entendu et approuvé le rapport du réviseur d'entreprises agréé pour la période du 1^{er} août 2013 au 23 mai 2014 (date d'ouverture de la liquidation);
- L'Assemblée a décidé d'approuver les comptes d'ouverture de la liquidation à la date du 23 mai 2014 et de donner décharge aux administrateurs de la Société pour l'exercice de leur mandat pendant la période allant du 1^{er} août 2013 au 23 mai 2014;
- L'Assemblée a entendu le rapport du liquidateur daté du 15 décembre 2014;
- L'Assemblée a entendu et approuvé le rapport du réviseur d'entreprises agréé à la liquidation émis en date du 15 décembre 2014;
- L'Assemblée a décidé d'approuver le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de clôture de liquidation au 28 novembre 2014;
- L'Assemblée, après avoir donné décharge au liquidateur et au réviseur d'entreprises agréé à la liquidation pour l'exercice de leur mandat pendant et dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société, a décidé de clôturer la liquidation de la Société;
- Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de 5 ans au siège social de la Société, sis au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME

PALLADION SICAV (en liquidation)

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015010090/32.

(150011364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.